

COUP D'ENVOI DE LA CAMPAGNE
MOISSON-BATTAGE 2025-2026

Une récolte record attendue

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a donné jeudi, depuis la wilaya de Timimoun, le coup d'envoi officiel de la campagne moisson-battage de la saison agricole 2025-2026, dans un contexte marqué par des perspectives de production qualifiées de « records », une accélération de la mécanisation agricole et l'émergence de partenariats stratégiques de grande envergure dans le Sud du pays. P 3



Publicité

IMPORTATIONS

La domiciliation bancaire devient obligatoire avant expédition

La Banque d'Algérie a annoncé un renforcement du dispositif de contrôle des opérations d'importation à travers une nouvelle note adressée aux banques intermédiaires agréées, visant à mieux encadrer les flux financiers liés au commerce extérieur et à lutter contre les pratiques frauduleuses.

P 2

LE MINISTRE
DE LA POSTE ET DES
TÉLÉCOMMUNICATIONS
L'A ANNONCÉ

La fibre optique généralisée d'ici début 2027

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a indiqué, hier à Alger, que tous les anciens câbles en cuivre seront remplacés par la fibre optique d'ici la fin de l'année en cours ou, au plus tard, début 2027.

P 3

ALGÉRIE-TCHAD

La coopération stratégique s'accélère

Les relations entre l'Algérie et le Tchad franchissent une nouvelle étape. À travers la signature de plusieurs accords majeurs dans les domaines des infrastructures, des travaux publics et de l'énergie, les deux pays affichent leur volonté de bâtir un partenariat stratégique durable fondé sur la coopération Sud-Sud et l'intégration africaine.

P 5

SIPSA®
FILAHA
AGROFOOD

24^{ème}
édition

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL
ET DE LA PÊCHE

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

Afrika®
Food Export

DJAZAUA®

UN ARRÊTÉ
INTERMINISTÉRIEL
VIENT D'ÊTRE PUBLIÉ
AU JO

**Les modalités de
gestion du système
d'information
économique des
PME fixées**

Un arrêté interministériel a été publié au Journal officiel (JO) n 35, fixant les modalités de gestion du système d'information économique sur les petites et moyennes entreprises (PME), une plateforme numérique destinée à servir d'outil de prospective et d'aide à la décision.

Il s'agit de l'arrêté du 12 mars 2026 signé par le directeur de cabinet du Premier ministre, le ministre de l'Industrie, le ministre des Finances, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, ainsi que la ministre du Tourisme et de l'Artisanat.

Le système d'information économique sur les PME, dont la gestion sera assurée par l'Agence de développement de la PME et de la promotion de l'innovation (ADPMEPI), vise à collecter, traiter et diffuser les informations relatives aux PME.

Il sera alimenté par des données actualisées fournies notamment par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), l'Office national des statistiques (ONS), le Centre national du registre du commerce (CNRC), la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF), la Direction générale des impôts (DGI) et la Direction générale des douanes (DGD). Le texte prévoit également la création, auprès du ministère chargé des PME, d'un comité de coordination et de suivi chargé d'assurer la coordination entre les secteurs concernés en matière d'échange d'informations et d'évaluer le processus d'échange.

L'ADPMEPI devra, en outre, mettre en place un service numérique sur son site web afin de permettre l'accès aux informations relatives aux PME aux organismes contribuant à l'alimentation du système ainsi qu'aux opérateurs économiques. L'agence sera également chargée de diffuser, via son site web, des informations générales sur la situation et l'évolution du tissu des PME en Algérie, selon le même texte.

R. E.

IMPORTATIONS

La domiciliation bancaire devient obligatoire avant expédition

La Banque d'Algérie a annoncé un renforcement du dispositif de contrôle des opérations d'importation à travers une nouvelle note adressée aux banques intermédiaires agréées, visant à mieux encadrer les flux financiers liés au commerce extérieur et à lutter contre les pratiques frauduleuses.

Par Z. R.

Dans une note adressée aux banques intermédiaires agréées, la Direction générale des changes a instauré une nouvelle exigence réglementaire imposant la domiciliation bancaire préalable avant toute expédition de marchandises par le fournisseur étranger, dans le cadre du renforcement du dispositif de contrôle du commerce extérieur et de la traçabilité des flux financiers internationaux. Datée du 14 mai 2026 et signée par la Directrice générale des changes, Fatma Zohra Loulou, la note n°01/DGC/2026 précise que « toute opération d'importation de biens est désormais subordonnée à une domiciliation bancaire préalable, et ce avant toute expédition des marchandises par le fournisseur étranger ». La Banque d'Algérie souligne que cette mesure intervient « dans le cadre du renforcement du dispositif de contrôle des opérations de commerce extérieur, de la traçabilité des flux financiers internationaux ainsi que de la maîtrise des

risques liés aux opérations d'importation ». Selon la même note, les banques intermédiaires agréées devront désormais veiller strictement à la conformité des opérations en s'assurant notamment que « la date figurant sur les documents de transport et/ou d'expédition des marchandises est postérieure à la date de domiciliation bancaire ». Le document interdit explicitement toute domiciliation bancaire lorsque l'expédition effective des marchandises a eu lieu avant la date de domiciliation, sauf « cas exceptionnels dûment justifiés et expressément autorisés conformément à la réglementation en vigueur ». A travers cette nouvelle disposition, la Banque d'Algérie vise plusieurs objectifs stratégiques, notamment « renforcer le dispositif de lutte contre les pratiques frauduleuses et les transferts irréguliers de capitaux », « assurer un suivi préalable des engagements extérieurs liés aux importations » ainsi qu'« améliorer la maîtrise statistique et prudentielle des opérations d'importation ».

Dans ce cadre, les établissements bancaires sont appelés à mettre en place des mécanismes de contrôle systématique portant sur les documents liés aux opérations d'importation. La note cite particulièrement « les dates figurant sur les factures commerciales », « les titres de transport (Bill of Lading, Airway Bill, CMR, etc.) » ainsi que « les certificats d'expédition et tout document attestant de la date effective d'expédition des marchandises ». La Banque d'Algérie insiste également sur l'obligation faite aux banques d'informer leurs clients des nouvelles dispositions réglementaires. Elle avertit que « tout non-respect constitue une infraction à la législation et à la réglementation des changes ».

Toutefois, la note précise que ces nouvelles mesures ne concernent pas les opérations d'importation ayant déjà fait l'objet d'une expédition effective vers le territoire douanier national avant la publication du texte, « la date du titre de transport faisant foi ».

BLIDA

Rencontre sur la sécurité juridique et son impact sur le développement économique

Une rencontre régionale sur "la sécurité juridique et son impact sur le développement économique" a été organisée jeudi à Blida, à l'initiative de la Cour de Blida, avec la participation de représentants de plusieurs secteurs et institutions. Présidée par le premier président de la Cour suprême, Tahar Mamouni, représentant le ministre de la Justice, garde des Sceaux, et en présence du président du Conseil du nouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, cette rencontre a permis de débattre du rôle de la sécurité juridique dans la garantie d'un climat des affaires propice, à

travers la stabilité des lois et la protection des droits des investisseurs et des opérateurs économiques. Dans ce cadre, M. Mamouni a mis en avant les efforts de l'Etat pour instaurer un environnement favorable à l'investissement, à travers un arsenal juridique visant à protéger les investissements et à renforcer la confiance dans les transactions économiques. Il a affirmé que la stabilité du système juridique et la clarté des textes législatifs figurent " parmi les facteurs principaux contribuant à l'encouragement de l'investissement", soulignant que l'Etat " œuvre à accompagner les mutations écono-

miques par des réformes juridiques garantissant la protection des droits et consacrant le principe de la sécurité juridique". De son côté, M. Moula a affirmé qu' "un cadre réglementaire stable favorise l'entrepreneuriat et la diversification économique", saluant les réformes engagées par l'Algérie pour améliorer le climat des affaires, notamment les textes d'application relatifs à la réorganisation de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), laquelle a institué les guichets uniques, ainsi que le décret fixant les conditions et modalités d'octroi de la concession convertible en cession du foncier

économique relevant du domaine privé de l'Etat. Il a ajouté que ces nouvelles dispositions juridiques permettront de simplifier et d'accélérer les procédures d'investissement et de lever les principales contraintes soulevées par les investisseurs, soulignant que le CREA accompagne cette dynamique. Les participants venus notamment de Boumerdes, Aïn Defla et Alger ont, par ailleurs, débattu de questions liées à la sécurité juridique à l'ère des transformations numériques et sa relation avec le développement économique.

APS

CNRC/CACI

Signature d'un accord de coopération pour accélérer la numérisation des services économiques

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a présidé, jeudi à Alger, la cérémonie de signature d'un protocole d'accord de coopération entre le Centre national du registre du commerce (CNRC) et la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), visant à renforcer la complémentarité entre les deux organismes et à développer les services destinés aux opérateurs économiques, a indiqué un communiqué du ministère. Ce protocole a été signé en marge des travaux de la rencontre nationale conjointe entre ces deux organismes, organisée sous le thème: "Intégration des services et numérisation des processus: partenariat et complémentarité", dans le cadre

de la mise en œuvre des recommandations de la rencontre nationale consacrée à l'amélioration du climat des affaires et à la régulation du marché national, après l'adoption de la loi modifiant et complétant la loi n 04-08 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales. Dans une allocution à cette occasion, Mme Abdellatif a assuré que cette orientation s'inscrivait dans le cadre de l'approche adoptée par le secteur pour bâtir "un service public économique plus intégré et plus efficace", fondé sur la coordination institutionnelle, la simplification des procédures administratives et le recours à la numérisation, afin d'améliorer l'accompagnement des opérateurs économiques. Elle a précisé que la nouvelle approche repose

sur le passage "d'une logique de procédés fragmentés à celle de processus intégré et d'accompagnement global", soulignant que l'opérateur économique a désormais besoin d'un système intégré lui garantissant un processus "clair et fluide" dès la phase de création de l'activité. La ministre a, en outre, estimé que l'accord signé constitue "une étape pratique" vers l'unification du processus du service entre le CNRC et les chambres de commerce et d'industrie à travers les différentes wilayas, à même de permettre de rapprocher le service de l'opérateur économique, d'alléger les charges procédurales, et d'améliorer la qualité du service public économique.

Synthèse R. E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

**Directeur de
publication**

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

COUP D'ENVOI DE LA CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE 2025-2026

Une récolte record attendue

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a donné jeudi, depuis la wilaya de Timimoun, le coup d'envoi officiel de la campagne moisson-battage de la saison agricole 2025-2026, dans un contexte marqué par des perspectives de production qualifiées de « records », une accélération de la mécanisation agricole et l'émergence de partenariats stratégiques de grande envergure dans le Sud du pays.

Par Selma R.

Depuis une exploitation agricole située dans le périmètre de Stah Ougrout, le ministre a affirmé qu'« une production record est attendue pour les différentes variétés de céréales, notamment le blé dur, tant au Nord qu'au Sud du pays ». Cette dynamique traduit, selon lui, les progrès enregistrés dans le développement des cultures stratégiques et les efforts engagés pour renforcer la sécurité alimentaire nationale. La wilaya de Timimoun apparaît désormais comme l'un des pôles agricoles émergents du pays. Le ministre a indiqué que les superficies cultivées y ont progressé de plus de 50 % par rapport à la saison précédente, illustrant l'essor de l'agriculture saharienne et l'orientation croissante vers les grandes cultures céréalières dans les régions du Sud. Les prévisions avancées par la Direction des services agricoles de la wilaya confirment cette tendance. Selon son directeur, Rafik Benmansour, la production céréalière de la saison en cours devrait avoisiner les 700.000 quintaux sur une superficie cultivée de 13.126 hectares répartis entre les périmètres d'Ougrout, Tinerkoug et Amguidène. Cette campagne s'appuie également sur un important renforcement des moyens de mécanisation. Le ministre a annoncé la mise en service, à l'échelle nationale, de près de 300 moissonneuses-batteuses modernes de grande capacité par la société Agroddiv. Ces équipements visent à réduire les

pertes de récolte, améliorer la rapidité des opérations et offrir davantage de confort aux agriculteurs.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'application des orientations du président de la République portant sur le renforcement de la mécanisation agricole. Avec les équipements mobilisés par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), le parc national de moissonneuses dépasse désormais les 1.200 unités. Le ministre a, dans ce contexte, salué la mobilisation coordonnée de plusieurs secteurs, notamment celui de la Formation professionnelle et des investisseurs privés, dans la formation des conducteurs de moissonneuses-batteuses.

Une démarche qui vise à améliorer les rendements à l'hectare et à accompagner la montée en puissance de l'agriculture céréalière nationale. L'amélioration des infrastructures de stockage constitue un autre levier de cette stratégie. La wilaya de Timimoun dispose désormais de neuf centres de proximité de stockage de céréales, totalisant une capacité de 45.000 tonnes, réalisés à proximité des zones agricoles afin de résoudre les difficultés de stockage auxquelles faisaient face les producteurs.

Parallèlement, les autorités misent sur l'électrification des périmètres agricoles pour soutenir la croissance des investissements agricoles dans le Sud. Le directeur de wilaya de Sonelgaz Distribution, Ahmed Benyoucef, a indiqué que l'ensemble des périmètres agricoles de la wilaya seront alimentés en électri-

cité à l'horizon 2027, grâce au projet d'interconnexion nationale actuellement en cours de réalisation. La visite ministérielle a également été marquée par le lancement de la première campagne de moisson de blé du projet algéro-italien implanté dans la zone agricole d'Amguidène. Cette première opération concerne une superficie de 1.600 hectares consacrée à la production céréalière dans le cadre d'un partenariat stratégique destiné à renforcer les capacités nationales de production. Les responsables du projet ont présenté à la délégation ministérielle l'état d'avancement des travaux, notamment les superficies emblavées, les systèmes d'irrigation et les techniques de production utilisées. Ils ont également mis en avant les infrastructures réalisées par le groupe Cosider, dont une base de vie intégrée et un réseau routier destiné à accompagner le développement du projet.

Les promoteurs ambitionnent d'atteindre, dès la prochaine campagne agricole, un rendement de 60 quintaux à l'hectare, en capitalisant sur l'expérience acquise durant cette première saison d'exploitation. S'étendant sur une superficie globale de 36.000 hectares, ce mégaprojet est le fruit d'un partenariat entre le Fonds national d'investissement (FNI) et le groupe italien Bonifiche Ferraresi, selon la règle 51/49 %. Il s'inscrit dans la stratégie nationale visant à développer une agriculture saharienne moderne, intégrée et fortement mécanisée, capable de contribuer durablement à la souveraineté alimentaire du pays.

LE MINISTRE DE LA POSTE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS L'A ANNONCÉ

La fibre optique généralisée d'ici début 2027

Par Z R.

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a indiqué, hier à Alger, que tous les anciens câbles en cuivre seront remplacés par la fibre optique d'ici la fin de l'année en cours ou, au plus tard, début 2027.

Présidant l'ouverture d'une Journée d'étude sur le thème "Résilience et flexibilité des réseaux de télécommunications", organisée au siège d'Algérie Télécom à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information (17 mai), le ministre a souligné "l'engagement de son secteur à parachever le remplacement de tous les anciens câbles en cuivre par la fibre optique d'ici la fin de l'année en cours ou, au plus tard, début 2027".

Il a, dans ce cadre, rappelé que l'Algérie œuvre, conformément aux orientations judicieuses du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à "construire un système de télécommunications plus robuste, plus inclusif et mieux adapté aux transformations rapides". Evoquant les progrès notables accomplis par l'Algérie, ces dernières années, en matière de modernisation de son infrastructure numérique, le ministre a fait savoir que "le nombre d'abonnés à l'Internet fixe est de plus de 7 millions, dont plus de 3,4 millions d'abonnés à la fibre optique". Les efforts visant à généraliser cette technologie

avancée à travers les différentes régions du pays se poursuivent à un rythme accéléré, a-t-il ajouté.

S'agissant du nombre d'abonnés à l'Internet mobile, il a atteint "plus de 51 millions d'abonnés", a poursuivi M. Zerrouki, précisant que le lancement de la technologie 5G permettra d'entrer dans une nouvelle phase caractérisée par la qualité du service et l'augmentation de la capacité des réseaux à soutenir l'économie numérique, une vision qui, a-t-il dit, ne se limite pas aux grandes villes à forte densité.

Dans le volet relatif au renforcement de la résilience des réseaux nationaux, le ministre a rappelé que l'Algérie a engagé un important processus d'ouverture dans le domaine des communications électroniques par satellites en orbite non géostationnaire (NGSO), complémentaire aux réseaux de téléphonie mobile et de fibre optique, une technologie qui offre une solution stratégique pour assurer la couverture dans les localités sahariennes, montagneuses, rurales et enclavées.

Il a souligné que "l'objectif de ces efforts est de construire une infrastructure numérique souveraine, d'autant que l'enjeu futur ne se limite pas au nombre d'abonnés, mais concerne surtout la qualité et la fiabilité du service ainsi que la capacité des réseaux à résister quelles que soient les conditions".

Par ailleurs, le ministre Zerrouki a annoncé le lancement de l'initiative « 7.77 », un programme de formation gratuite

dans les domaines des technologies, notamment l'intelligence artificielle, la cybersécurité, le cloud computing et la programmation. Lors de son intervention à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information, organisée au siège de la Direction générale d'Algérie Télécom, le ministre a précisé que cette initiative est destinée « aux jeunes de 7 ans jusqu'aux personnes âgées de 77 ans », afin d'assurer une vulgarisation large et inclusive des technologies numériques, ainsi qu'une meilleure sensibilisation à leurs avantages et à leurs risques pour la société et l'économie nationale.

Le ministre a ajouté que cette initiative concernera sept wilayas, tout en permettant également le suivi des formations à distance par visioconférence. L'objectif fixé est d'atteindre 30.000 bénéficiaires à travers ce programme, avant la généralisation des centres de développement des compétences sur l'ensemble du territoire national. Par ailleurs, Sid Ali Zerrouki a révélé qu'après l'achèvement du programme couvrant 1.400 zones dans le cadre du service universel, un nouveau programme entrera en service dans les prochains jours. Celui-ci prévoit la couverture de 3.000 zones supplémentaires à travers le territoire national, afin de garantir la couverture de chaque région du pays par les réseaux de téléphonie mobile, la fibre optique et les satellites NGSO.

PROTECTION SOCIALE DES AGRICULTEURS

Des mesures pour élargir la base des adhérents

Synthèse Z R.

Le gouvernement renforce la protection sociale des agriculteurs à travers une nouvelle série de mesures de proximité et de numérisation destinées à faciliter leur intégration dans le système de sécurité sociale. Cette démarche, qui s'inscrit dans le cadre des orientations du président de la République en faveur de la consolidation de l'État social, traduit la volonté des pouvoirs publics d'assurer une meilleure prise en charge des professionnels du secteur agricole, considéré comme stratégique pour la sécurité alimentaire et la souveraineté nationale.

C'est dans ce contexte que le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a présidé jeudi une réunion consacrée à l'évaluation des mesures engagées au profit des agriculteurs et au suivi des mécanismes visant à élargir leur adhésion au système de sécurité sociale.

En effet, le ministre a donné des instructions visant à garantir un accompagnement socioprofessionnel permanent aux agriculteurs, dans le cadre d'un système de protection sociale souple et efficace, répondant aux spécificités de l'activité agricole, indique le ministère dans un communiqué.

Au cours de cette réunion, tenue dans le cadre du suivi des instructions données à la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) pour une prise en charge totale de cette catégorie, le directeur général de la Caisse a présenté le bilan des activités réalisées et les mesures prises pour élargir la base des adhérents, ainsi que le niveau de bénéfice des agriculteurs des facilités et des services numériques, notamment à travers les services « Himayati 5.0 » et « Himayati + », spécialement dédiés à l'accompagnement des agriculteurs.

La présentation a également porté sur l'évaluation conjoncturelle de la campagne nationale médiatique lancée au début du mois de mai, visant à consacrer la culture de l'adhésion et à élargir la couverture sociale au profit de cette catégorie. Dans ce contexte, le ministre a estimé que « la phase actuelle impose le passage d'une approche traditionnelle à une approche de terrain et numérique intégrée, fondée sur l'efficacité, l'anticipation et l'action de proximité, afin de garantir à l'agriculteur ses droits sociaux dans des conditions simplifiées, transparentes et efficaces ». Il a également souligné la nécessité de « renforcer le travail de proximité à travers l'intensification des sorties sur le terrain et des rencontres directes, en coordination avec la Chambre nationale de l'agriculture et les chambres de wilaya », ainsi que « l'augmentation de la participation aux manifestations agricoles, considérées comme des espaces stratégiques de communication directe avec les agriculteurs ».

COMMERCE EXTÉRIEUR-
AAPI

**Une réunion
d'orientation de
l'investissement
vers les filières
dont la facture
d'importation
connait une hausse**

Une réunion de coordination a été tenue entre le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations et l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), en vue d'examiner les mécanismes d'orientation de l'investissement vers les filières, dont la facture d'importation connaît une hausse, indique le ministre dans un communiqué. Cette réunion qui s'inscrit dans le cadre de la politique nationale de substitution aux importations et de renforcement de la production nationale, s'est déroulée, jeudi au siège du ministère entre le ministre du secteur, M. Kamel Rezig et le directeur général de l'AAPI, M. Omar Rekkache, en présence de cadres des deux parties, ajoute le communiqué. Cette rencontre a été consacrée à l'examen des mécanismes d'orientation de l'investissement vers les filières, dont la facture d'importation connaît une hausse et au renforcement de la politique de substitution aux importations, en phase avec les orientations économiques de l'Etat, visant à soutenir la production nationale et à réduire la dépendance aux marchés extérieurs, ajoute le communiqué. La réunion a été également l'occasion d'échanger les visions autour des voies et moyens d'attirer les investissements productifs et de les orienter vers les secteurs prioritaires, notamment ceux disposant de véritables capacités à même de couvrir les besoins du marché, de créer une valeur ajoutée, tout en œuvrant à augmenter les taux d'intégration et à renforcer la compétitivité du produit national, conclut la même source.

APS

MONNAIE

**Le dollar en hausse
face à l'euro**

Le dollar gagne du terrain vendredi. Vers 18H20 GMT, le billet vert prenait 0,40% à la monnaie unique européenne, à 1,1623 dollar pour un euro, et avançait de 0,58% face à la devise britannique, à 1,3323 dollar pour une livre. L'inflation côté producteurs (PPI) a bondi en avril aux Etats-Unis, à +6% sur un an contre +4,3% en mars. L'indice des prix à la consommation (CPI) a lui atteint 3,8% sur un an le mois dernier, au plus haut depuis près de trois ans. (APS) 56155/510

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,04	-11,46	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 398,00	1 399,00	0,07	0,23	-0,70	9,00	5,56	28500	39 871 500,00
BIOPHARM	BIO	2 506,00	2506,00	0,00	0,06	1,15	6,66	6,38	500	1 253 000,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 090,00	2090,00	0,00	0,40	-6,93	9,97	5,88	45000	94 050 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-4,86	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	1,30	8,71	4,21	4,72	0	0,00

ANTB

Le taux de remplissage des barrages avoisine les 60%

Le taux de remplissage des barrages en Algérie avoisine les 60%, grâce aux importantes précipitations enregistrées cette année, a indiqué jeudi le directeur général de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), Abdelatif Azira. S'exprimant sur les ondes de la Radio algérienne, M. Azira a précisé que le niveau "exceptionnel" des précipitations enregistrées à travers l'ensemble des régions du pays a permis de porter le volume d'eau stocké dans les barrages à 4,6 milliards de m3, soit un taux de remplissage de 59,55%. Comparativement à la même période de l'année précédente, ce taux a augmenté de près de 20 points de pourcentage, a-t-il souligné. Dans ce cadre, le responsable a fait sa-

voir que 20 barrages affichent actuellement un taux de remplissage de 100%, citant notamment le barrage de Beni Haroun (wilaya de Mila), ainsi que les barrages de Tichy-Haf (wilaya de Béjaïa) et de Bouhanifia (wilaya de Mascara). L'excédent d'eau constitue également une opportunité pour ouvrir les vannes de fond afin d'évacuer les dépôts de vase, a expliqué M. Azira. Concernant les efforts de dévasement des barrages, le directeur général a indiqué que l'ANBT prévoit de lancer prochainement sa quatrième campagne de dévasement, avec pour objectif de retirer 10 millions de m3 de vase. Il a ajouté que l'Agence mène également des recherches, en collaboration avec les universités, visant à valoriser ces vases

dans l'industrie des matériaux de construction ainsi que dans l'agriculture. Évoquant les projets du secteur, M. Azira a annoncé que cinq nouveaux barrages devraient entrer en service durant l'année en cours, avec une capacité supplémentaire globale de 250 millions de m3, qui viendra s'ajouter aux 82 barrages déjà en exploitation. Il a également fait savoir que l'ANBT prévoit l'installation de panneaux photovoltaïques au niveau de plusieurs barrages, notamment celui de Beni Haroun. Par ailleurs, l'Agence a entamé un projet de numérisation de la gestion des barrages, qui intégrera les technologies de l'intelligence artificielle, selon son directeur général.

APS

EMBALLAGES ALIMENTAIRES

La FAO avertit contre les risques liés aux plastiques recyclés

L'utilisation croissante de plastiques recyclés dans les emballages alimentaires suscite des préoccupations majeures en matière de santé publique, a alerté l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), appelant à un renforcement des évaluations scientifiques et à l'adoption de normes internationales plus strictes. "Si ces matières remplissent un objectif environnemental nécessaire, le sujet d'une potentielle contamination chimique des aliments doit aussi être étudié de près", relève la FAO dans un rapport sur les "implications des plas-

tiques recyclés pour la sûreté alimentaire". Le marché mondial des emballages alimentaires, soutenu par le boom de l'agroalimentaire, des snacks, fast-food et autres boissons embouteillées, est en croissance constante: d'ici 2030, il devrait peser plus de 815 milliards de dollars, soit 60% de plus qu'en 2024, avec une part de plus en plus importante de recyclé, note le rapport. Parmi les préoccupations, figurent les possibles migrations de substances chimiques - pesticides, toxines naturelles, allergènes... - de bioplastiques issus de maïs, canne à sucre, manioc... Ou en-

core le rôle de composants comme les nanomatériaux, ajoutés pour améliorer l'emballage. Le rapport appelle à instaurer des méthodes de détection et d'identification des micro et nanoplastiques, un manque qui a jusqu'ici "empêché les agences de régulation de fixer un risque clair pour la santé humaine". "Au moment du processus de recyclage, les substances chimiques potentiellement problématiques doivent aussi être écartées des matières destinées à l'emballage alimentaire", ajoute-t-il. "Nous voulons recycler plus de plastique, mais nous voulons

aussi nous assurer qu'en résolvant un problème nous n'en créons pas d'autres", souligne Corinna Hawkes, directrice de la division Systèmes et sûreté alimentaires à la FAO. Harmoniser les cadres réglementaires sur les emballages alimentaires recyclés est un enjeu sanitaire, mais cela permettrait aussi de soutenir les objectifs mondiaux de recyclage du plastique, estime les auteurs du rapport. Aujourd'hui, moins de 10% des déchets plastiques générés dans le monde sont recyclés, selon l'ONU.

R E.

CONFORMITÉ FISCALE VOLONTAIRE

La DGI apporte des précisions

La Direction générale des impôts (DGI) a apporté, dans un communiqué, des précisions concernant les messages textes courts (SMS) transmis par ses services aux citoyens et aux contribuables, relatifs aux mesures de conformité fiscale entrées en vigueur depuis le début de l'année en cours. La DGI a indiqué que certains citoyens et contribuables ont involontairement assimilé, à travers les SMS envoyés par ses services, qu'ils étaient directement concernés par les procédures de conformité fiscale, indique le communiqué. Elle a précisé, à ce propos, que le SMS contenant : "La DGI vous invite à vous rapprocher de ses services pour prendre connaissance des mesures de conformité fiscale. Détails : mfdgi.gov.dz", ne concerne nullement la situation fiscale personnelle des destinataires et ne signifie point l'existence d'une procédure fiscale à leur encontre, mais s'inscrit plutôt dans le cadre de la campagne d'information et de sensibilisation lancée par la DGI afin de faire connaître et de promouvoir les mesures exceptionnelles spécifiques introduites par les articles 93 et 122 de la loi de finances pour l'année 2026, concernant la conformité fiscale volontaire ainsi que l'annulation et l'apurement des dettes fis-

cales. Cette campagne intervient simultanément avec l'organisation des journées portes ouvertes lancées par la DGI à travers les différentes wilayas du pays durant la période allant du 10 au 14 mai courant, afin de sensibiliser

les citoyens et les contribuables, et de simplifier et expliquer les différentes facilitations et nouvelles mesures qu'offrent ces dispositions exceptionnelles, conclut la même source.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 14 ماي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 14 Mai 2026

Produits	Prix du détail ¹			المنتجات	
	معدل Moyenne	اعلى Maximum	ادنى Minimum		
	أسعار التجزئة ¹				
	DA / Kg				
	دج / كلف				
Légumes frais	Pomme de terre	59	69	50	البطاطا
	Tomate	87	101	74	الطماطم
	Oignon sec	90	99	80	البصل الجاف
	Ail sec	695	805	585	الثوم الجاف
	Ail vert	190	215	165	الثوم الاخضر
	Carotte	105	118	92	الجزر
	Navet	109	121	97	اللفت
	Petit pois	184	206	163	الجبانة
	Fève verte	74	84	64	الفول الاخضر
	Courgette	139	155	123	الكوسة
Haricot vert	306	337	275	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	103	117	89	الخس	
Fruits frais	Orange	288	341	234	البرتقال
	Citron	240	269	212	الليمون
	Pomme locale	499	601	398	التفاح المحلي
	Datte	490	619	361	التمر
	Banane	460	476	444	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1997	2154	1841	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	387	400	375	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	18	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

I
mar
été d
certi
par t
ciale
tion
vices
Invit
Mou
"con
min
la Sé
disp
vie à
nais

ALGÉRIE-TCHAD

La coopération stratégique s'accélère

Les relations entre l'Algérie et le Tchad franchissent une nouvelle étape. À travers la signature de plusieurs accords majeurs dans les domaines des infrastructures, des travaux publics et de l'énergie, les deux pays affichent leur volonté de bâtir un partenariat stratégique durable fondé sur la coopération Sud-Sud et l'intégration africaine.

Par Réda Hadi

Réunis à N'Djamena, responsables algériens et tchadiens ont multiplié les annonces concrètes visant à accélérer la réalisation de projets structurants, notamment la route transsaharienne et la construction d'une centrale électrique de 40 mégawatts dans la capitale tchadienne. Ces initiatives traduisent la dynamique politique impulsée par les dirigeants des deux pays à la suite de la visite officielle du président tchadien, Mahamat Idriss Déby Itno, en Algérie en avril dernier.

Dans le domaine des travaux publics, un accord a été signé à N'Djamena entre le ministre algérien des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, et son homologue tchadien, Amir Idriss Kourda.

Cet accord prévoit une série de facilitations destinées à accélérer la concrétisation des projets de coopération bilatérale dans les infrastructures et les travaux routiers. Il intervient dans un contexte marqué par une volonté commune de renforcer les échanges économiques et de désenclaver les régions sahéliennes grâce à des corridors routiers modernes.

La réunion de coordination organisée dans la capitale tchadienne a réuni plusieurs responsables des deux pays, parmi lesquels le directeur général de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, l'ambassadeur d'Algérie au Tchad, ainsi que des représentants du groupe Cosider et de la Société nationale des travaux publics (SNTTP). Du côté tchadien, plusieurs hauts cadres du secteur des infrastructures ont également pris part aux discussions.

Au cœur des échanges figurait le projet stratégique de la route transsaharienne traversant le territoire tchadien.

Ce chantier est considéré comme un levier essentiel pour renforcer la connectivité régionale et faciliter les échanges commerciaux entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne.

Les autorités tchadiennes ont salué la rapi-

dité avec laquelle les accords signés en avril dernier commencent à se matérialiser sur le terrain. Des visites techniques croisées ont déjà été effectuées et les études relatives au tracé de la route ont été lancées. Pour N'Djamena, cette dynamique constitue un signal fort quant à la volonté algérienne d'accompagner le développement des infrastructures africaines.

Une centrale électrique algérienne de 40 mégawatts à N'Djamena

Parallèlement aux projets routiers, l'Algérie et le Tchad ont également renforcé leur coopération énergétique à travers la signature d'un accord portant sur la réalisation d'une centrale électrique de 40 mégawatts à N'Djamena.

L'accord a été conclu à Alger entre le ministre algérien de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, et le ministre tchadien de l'Eau et de l'Énergie, Passalé Kanabé Marcelin.

Ce projet énergétique s'inscrit dans les orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur du renforcement de la coopération africaine et du soutien aux pays du continent dans les secteurs stratégiques.

Selon le ministre algérien, les études techniques relatives à la centrale ont déjà été finalisées grâce à une mission menée récemment par des équipes du groupe Sonelgaz au Tchad.

Les deux parties se préparent désormais à l'exportation des équipements nécessaires avant le lancement officiel des travaux.

La future centrale devrait contribuer à améliorer significativement l'approvisionnement électrique de la capitale tchadienne, confrontée à une forte demande énergétique et à des besoins croissants en infrastructures modernes.

Au-delà de la réalisation des équipements, la coopération algéro-tchadienne mise également sur le transfert de compétences. Dans ce cadre, des techniciens tchadiens seront formés dans les écoles de Sonelgaz en Algérie afin d'assurer à terme l'exploitation de la

centrale électrique.

Le ministre Mourad Adjal a annoncé l'arrivée prochaine d'équipes techniques tchadiennes pour une formation spécialisée d'un mois. Ces programmes concernent aussi bien la gestion des centrales électriques que la maintenance des réseaux énergétiques. Cette coopération inclut également la réhabilitation du réseau électrique de N'Djamena, un chantier considéré comme prioritaire par les autorités tchadiennes afin d'améliorer la distribution de l'électricité dans la capitale.

Le ministre tchadien a qualifié ce partenariat de « jalon historique » dans les relations entre les deux pays, soulignant que l'Algérie est devenue une référence continentale en matière de production et de couverture électrique.

Une ambition africaine affirmée

Pour le président-directeur général de Sonelgaz International, Yazid Djellouli, la centrale de N'Djamena sera réalisée entièrement par des compétences algériennes, aussi bien au niveau des équipements que de la main-d'œuvre.

Cette expérience constitue, selon lui, une étape importante dans la stratégie de déploiement du groupe algérien sur le continent africain. Depuis sa création, Sonelgaz International aurait reçu plusieurs demandes de pays africains intéressés par l'expertise algérienne dans les domaines de l'électricité et des infrastructures énergétiques. Le directeur général de TchadElec, Saleh Ben Haliki, a lui aussi salué ce projet, qu'il considère comme l'un des premiers résultats concrets des nouvelles relations algéro-tchadiennes.

À travers ces accords, Alger confirme sa volonté de jouer un rôle moteur dans le développement africain en mettant en avant son expertise technique et industrielle. Pour le Tchad, ce partenariat ouvre la voie à une modernisation accélérée de ses infrastructures et à un renforcement de sa sécurité énergétique.

FINANCES

L'Algérie réalise "une avancée notable" en matière de paiement électronique

Les différentes mesures prises par les pouvoirs publics au cours des dernières années dans le cadre du processus de transformation numérique ont permis de réaliser "une avancée notable" en matière de paiement électronique en Algérie, parallèlement au renforcement des mécanismes visant à garantir la sécurité des transactions, et leur conformité aux normes les plus modernes, a indiqué, jeudi à Alger, le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred.

Lors d'une séance plénière au Conseil de la nation, consacrée aux questions orales, et présidée par M. Azouz Nasri, président du Conseil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, le ministre a mis en avant les progrès réalisés par l'Algérie en matière de normes de sécurité du système national de paiement électronique, et ce dans le cadre de la transformation numérique en cours visant à renforcer l'inclusion financière et à faciliter les prestations financières.

Après avoir passé en revue les mesures adoptées, notamment la création, en 2024, de la Commission nationale des moyens de paiement électronique, M. Bouzred a souligné que l'Algérie a recensé, jusqu'au mois de mars dernier, 22 millions de cartes de paiement, dont 18 millions de cartes d'Algérie poste, sachant que le nombre de distributeurs automatiques de billets (DAB) a atteint, fin mars, 4713 appareils, avec 235 millions d'opérations enregistrées.

L'Algérie a également recensé, jusqu'à fin mars, 104.000 terminaux de paiement électronique (TPE), a-t-il ajouté, faisant état de plus de 10 millions d'opérations de paiement effectuées, à la fin 2025, sur ces terminaux, d'une valeur de près de 55 milliards de dinars. A ce propos, M. Bouzred a souligné la nécessité de conjuguer les efforts et de sensibiliser les citoyens à l'importance de ces moyens de paiement qui ont connu une "évolution remarquable" au cours des six dernières années.

Répondant à une autre question d'un sénateur sur les mesures prises par les services du ministère pour le règlement des créances des opérateurs économiques, le ministre a annoncé la mise en place d'un mécanisme visant à faciliter le paiement de ces créances, annonçant l'activation de ce dispositif avant la fin de l'année en cours.

R E

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Vers un modèle multi-acteurs

Par S. R.

Les participants à une conférence scientifique, organisée jeudi à Alger, ont mis en avant le rôle de la diversification des sources de financement dans le soutien à la dynamique de l'économie nationale, notamment à travers le développement du marché financier et le renforcement des mécanismes de financement alternatifs, parallèlement à l'encouragement de l'investissement productif.

Lors de cette rencontre organisée par la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB), en collaboration avec l'École supérieure de la banque (ESB), sous le thème: "Financement de l'économie nationale: vers un modèle multi-acteurs", des représentants du secteur financier et bancaire et des experts ont mis en exergue la place centrale du marché financier, dont la Bourse, dans le financement de l'économie nationale, tout en soulignant la nécessité de renforcer les mécanismes de financement alternatifs et

innovants et d'encourager les projets d'investissement productifs créateurs de valeur ajoutée.

Dans une allocution lue en son nom par le vice-gouverneur, Mouatassem Boudiaf, le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohammed Lamine Lebbou, a indiqué que la diversification des sources et des modes de financement de l'économie n'est plus un simple choix mais une nécessité imposée par les mutations accélérées, soulignant que ces transformations figurent parmi les préoccupations majeures des pouvoirs publics. Les mutations que connaît le marché financier mondial exigent désormais des différentes instances et institutions financières concernées, le développement de nouvelles méthodes de travail, leur permettant d'améliorer leurs performances et leurs procédures, notamment dans les domaines de la régulation et de la réglementation du marché, de la Fintech et de la promotion de l'investissement, a-t-il ajouté. De son côté, le président de la COSOB, Youcef Bouzenada, a assuré que la

réflexion sur de nouvelles approches de financement plus diversifiées est désormais une nécessité impérieuse, loin de la dépendance exclusive aux modes conventionnels ayant régi l'économie nationale des années durant, et ce, à travers l'implication de nouveaux acteurs en complément au financement bancaire traditionnel, en sus du renforcement du rôle de la Bourse, du soutien au capital-investissement, des fonds d'investissement et du financement participatif.

Dans ce cadre, les pouvoirs publics s'attèlent à la diversification de l'économie nationale par la mobilisation de ressources financières alternatives et suffisantes, s'illustrant, ces dernières années, par des réformes réglementaires et incitatives visant à développer le marché financier et à encourager les entreprises à recourir au financement non bancaire, a-t-il dit, soulignant le rôle du capital humain dans la réussite de ces réformes.

Pour sa part, la directrice générale de la Société de gestion de la Bourse des valeurs

(Bourse d'Alger), Amel Selmoun, qui a présenté un exposé sur les missions de l'institution, a mis l'accent sur le rôle de la Bourse en tant que source de financement alternative pour l'économie nationale, contribuant à la mobilisation de l'épargne et à son orientation vers l'investissement financier, de manière à soutenir le financement des entreprises et à renforcer la dynamique économique nationale globale. Et d'ajouter que la Bourse d'Alger connaît une activité croissante et une amélioration de ses différents indicateurs, portées par le renforcement du cadre réglementaire à la faveur des réformes engagées et de la volonté des pouvoirs publics de redynamiser le secteur financier, outre les nouvelles introductions en bourse enregistrées récemment, notamment celles de deux banques publiques et d'une start-up, ainsi que par l'accélération du processus de numérisation.

R E.

AÏN TÉMOUCHENT
La Gendarmerie nationale intensifie les actions préventives et de sensibilisation pour lutter contre le vol de bétail

Les unités du groupement territorial de la Gendarmerie nationale (GN) d'Aïn Témoüchent ont entamé des visites de terrain intensives aux différents marchés et points de vente de bétail importé, afin de lutter contre les différentes formes de criminalité, notamment le phénomène du vol de bétail, à l'approche de l'Aïd El Adha, a indiqué vendredi un communiqué de ce corps de sécurité.

"Cette campagne de sensibilisation vise à garantir la protection des éleveurs et de leurs biens, ainsi qu'à renforcer le sentiment de sécurité et de sérénité chez les citoyens", précise le communiqué.

La campagne a permis de "contrôler le bon retour des opérations de vente dans des conditions sécurisées, à travers la mise en place d'un dispositif sécuritaire sur les routes et axes routiers, et l'intensification des opérations de contrôle des véhicules transportant du bétail, afin de lutter contre toutes formes de vol et d'escroquerie", ajoute la même source.

Dans le même sillage, "l'organisation de visites de terrain aux différentes exploitations agricoles et zones de pâturage vise à prodiguer des conseils et orientations aux éleveurs et agriculteurs quant à la nécessité de signaler tout mouvement suspect ou toute tentative de vol commise par des individus inconnus", conclut le communiqué.

APS

MARCHÉS À BESTIAUX DE SIDI BEL-ABBÈS

Une dynamique croissante à l'approche de l'Aïd El Adha

Les marchés de vente de bétail de la wilaya de Sidi Bel-Abbès découvrent une activité de plus en plus intense à l'approche de l'Aïd El Adha. Ces espaces sont devenus la destination privilégiée des éleveurs et des citoyens, au milieu de mesures organisationnelles et sanitaires strictes visant à garantir la disponibilité des sacrifices et la sécurité du cheptel.

Les points de vente agréés, notamment le marché hebdomadaire du chef-lieu de wilaya, ainsi que les grands marchés à travers les daïras et communes à vocation pastorale, enregistrent un flux important de camions de transport de bétail. Cet indicateur reflète une offre abondante capable de répondre aux besoins des habitants de la wilaya et des régions limitrophes.

A travers plusieurs points de vente, une grande diversité de têtes d'ovins a été constatée, avec un engouement particulier pour la race "Ouled Djellal", réputée pour sa qualité.

Plusieurs éleveurs approchés par l'APS ont amélioré que les stimulés ont contribué à la disponibilité des pâturages naturels, ce qui a eu un impact positif sur la santé du bétail.

Selon l'élevage « Si Larbi », venu de la zone de Bougtob (wilaya d'El Bayadh), les prix restent soumis à la loi de l'offre et de la demande. Il a toutefois noté que l'abon-

dance enregistrée, cette saison, pourrait favoriser un certain équilibre du marché, en adéquation avec le pouvoir d'achat des citoyens. De leur côté, de nombreux citoyens préfèrent temporiser et suivre l'évolution des tarifs avant de conclure l'achat, espérant une baisse durant les jours précédant l'Aïd, notamment avec l'introduction des moutons importés.

Suivi vétérinaire et contrôle sanitaire rigoureux

Parallèlement à cette dynamique commerciale, les services vétérinaires, en coordination avec les organismes concernés, poursuivent leurs sorties sur le terrain pour contrôler l'état de santé des bêtes et s'assurer de l'absence de maladies, selon la direction des services agricoles (DSA).

Ces opérations visent à offrir des garanties sanitaires au consommateur et à fournir des conseils sur les critères de choix

du sacrifice au niveau des points de vente autorisés.

Au plan sécuritaire, le groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Sidi Bel-Abbès a mis en place un plan spécial pour sécuriser les marchés et les centres de regroupement des moutons importés. Ce dispositif repose sur l'intensification des patrouilles et le renforcement des contrôles via des points fixes et mobiles pour réguler le transport du bétail.

Enfin, les unités de la Gendarmerie nationale veillent à la lutte contre toute forme de spéculation et imposent un contrôle strict des documents administratifs et des certificats sanitaires.

Les autorités locales travaillent de concert avec les corps de sécurité pour éradiquer la vente anarchique au sein des quartiers résidentiels et orienter l'activité vers les espaces organisés, afin de préserver l'hygiène du milieu et d'assurer la fluidité du trafic routier menant aux grands marchés

APS

MOSTAGANEM

Arrivée de deux navires transportant plus de 36 000 moutons en provenance de Roumanie et d'Espagne

Deux navires transportant un total de 36 500 têtes de moutons en provenance de Roumanie et d'Espagne ont accosté vendredi au port commercial de Mostaganem, dans le cadre des préparatifs de l'Aïd El-Adha, a indiqué la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relative à l'importa-

tion d'un million de moutons en prévision de l'Aïd El-Adha 2026.

Selon la même source, un premier navire en provenance de Roumanie a accosté dans la matinée avec à son bord 24 500 têtes de moutons, tandis qu'un deuxième navire, arrivé d'Espagne, transportait plus de 12 000 têtes destinées à la wilaya de Relizane.

L'entreprise portuaire de Mostaganem, en coordination avec les différents services concer-

nés, a mobilisé les moyens matériels et logistiques nécessaires afin d'assurer le bon déroulement des opérations de déchargement, sous contrôle vétérinaire strict et dans le respect des normes sanitaires et sécuritaires en vigueur.

Une fois les opérations de déchargement achevées, les deux cargaisons ont été transférées vers les centres de quarantaine retenus par les autorités compétentes, à savoir trois centres situés dans la wilaya de Mostaganem et un centre dans la wilaya de Relizane.

Le port de Mostaganem avait déjà reçu, au cours du mois d'avril dernier, une cargaison de 14 500 têtes de moutons en provenance de Roumanie, portant à plus de 51 000 le nombre total de moutons importés via cette infrastructure portuaire dans le cadre de l'opération nationale en cours.

R.E.

MOSTAGANEM

Installation de 13 tours de vigie dans le cadre de la campagne de prévention et de lutte contre les incendies de forêts

Les services des forêts de la wilaya de Mostaganem ont installé 13 tours de vigie, dans le cadre de la campagne de prévention et de lutte contre les incendies de forêts pour l'année en cours (de mai à novembre prochain), à-on informé, jeudi, auprès de la Conservation des forêts de la wilaya.

La même source a précisé que ce dispositif, constitué de tours de surveillance encadrés par des agents assurant une permanence en H24, est chargé de l'alerte et de la détection précoce en cas de départ de feu dans les espaces forestiers.

Dans le cadre de cette même campagne, 12 équipes d'intervention cou-

vrent 20 secteurs à travers les différentes communes de la wilaya ont également été mobilisées, notamment dans celles comprenant un tissu forestier augmentant à 33.000 hectares, ajoute la même source.

Ces équipes sont appuyées par des moyens fixes et mobiles composés de 12 camions anti-incendie, d'un camion-citerne, de 4 citernes mobiles, d'une station de communication radio, ainsi que d'infrastructures déployées au sein du massif forestier comprenant 55 points d'eau et 300 hectares de tranchées pare-feu, à-on indiqué.

Les mêmes services ont, d'autre part, programmé cette année plusieurs travaux sylvicoles portant sur l'aménage-

ment de 21 km de pistes forestières, la réalisation de 32 hectares de tranchées pare-feu, en plus de la réhabilitation de deux sources d'eau et de cinq tours de guet, ainsi que le nettoyage complet de plus de 140 hectares d'espaces forestiers.

Par ailleurs, en coordination avec d'autres secteurs, la Sonelgaz procédera à l'aménagement de près de 10 km de tranchées pare-feu situées sous les lignes électriques à haute et moyenne tension, tandis que les services des travaux publics prendront en charge l'aménagement et le nettoyage des accotements sur une distance de 129 km. De son côté, l'Entreprise nationale de transport ferroviaire (SNTF) s'est char-

gée du nettoyage d'un tronçon de 1,2 km traversant le tissu forestier, alors que les Services agricoles ont réalisé des travaux de protection portant sur plus de 77 hectares de zones agricoles enclavées, ajoute la même source.

Concernant les actions de sensibilisation préventive, les services des forêts ont indiqué avoir lancé, récemment, une caravane de sensibilisation de wilaya pour la prévention des incendies de forêts et des récoltes agricoles, parallèlement à des rencontres de coordination sectorielle et à des campagnes de sensibilisation destinées aux populations riveraines des forêts, ainsi qu'aux exploitations agricoles.

R.E.

LA RELATION SOCIALE, L'ÉCHANGE ET LA PRODUCTION

De l'âge de la défiance à l'âge de la confiance

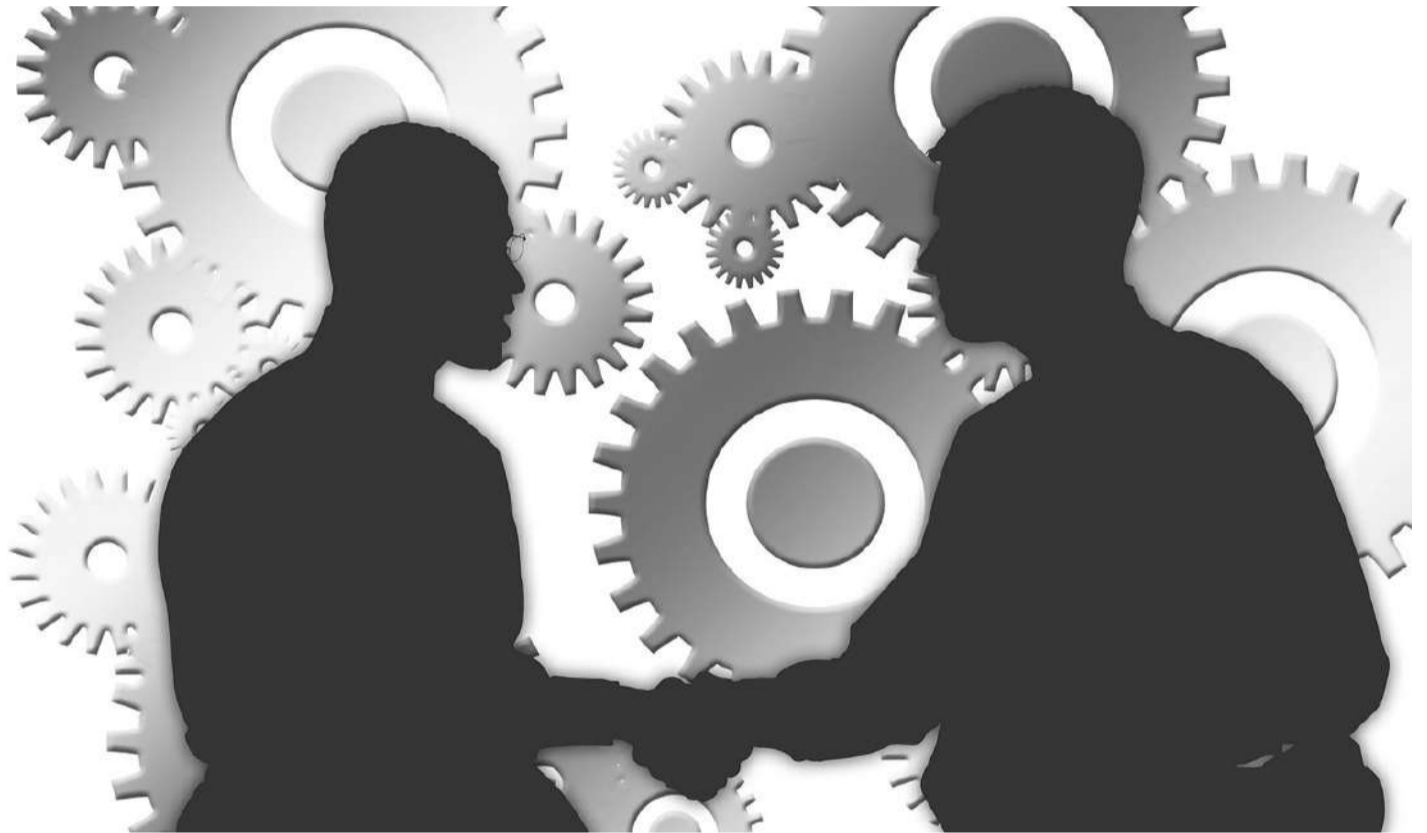
Le marchandage a gagné toutes les relations sociales, mais l'enrichissement ne passe pas par la production. L'intérêt individuel a gagné toutes les relations, mais les intérêts individuels ne convergent pas. La compétition sociale est centrifuge. Par conséquent, les services publics se dégradent. C'est que l'on a eu tendance à réduire les croyances sociales aux croyances de l'homo-economicus occidental.

3^e partie

Nous avons importé des machines, des entreprises industrielles et des institutions, on peut mettre sur un même plan ces deux ordres de choses, car elles entreprennent et automatisent tout autant, quoique des choses différentes : des flux réels ou des relations sociales ; mais étant dissociées en deux plans différents, ne pouvant se compléter, nos entreprises et institutions ne sont pas concordantes. Car par institutions il faut entendre Constitution, normes sociales, régime politique, marché, organisations, préférences et habitudes sociales. Ce sont des machines qui coopèrent ou se concurrencent, produisent de la confiance ou de la défiance. Ce qui les différencie ce sont des degrés de réflexivité, d'institutionnalisation ou d'objectivation différentes. Elles sont formelles et informelles, objectives et subjectives, réfléchies et non réfléchies. Masahiko Aoki définit les institutions comme des artefacts sociaux[4], ce qui m'autorise à les définir comme des machines à produire de la confiance, de la prévisibilité.

Nos machines sont comme des pompes plutôt que des injecteurs. Nous ne sommes pas dans nos productions, entreprises et institutions, nous restons en dehors d'elles et elles en dehors de nous, nos habitudes qui ne sont pas produites en même temps qu'elles leur restent étrangères. Les machines ne font qu'automatiser, objectiver et subjectiver des habitudes de faire et de penser, elles objectivent le savoir pour qu'une énergie plus puissante que celle du corps humain puisse accroître sa capacité d'agir. Quand nos machines ne sont pas celles de nos habitudes de faire et de penser, nos entreprises et nos normes sociales entretiennent un rapport d'extériorité et de non-complémentarité. Les machines importées, comme travail mondial, n'étant pas transformées par le travail humain en travail social incorporé, elles détruisent le travail social pour lui substituer du travail mondial au lieu de l'élever au niveau de celui-ci et de le rendre plus puissant. Pas d'apprentissage, pas de création de savoir-faire, juste du commerce et de la consommation. L'on ne peut pas se plaindre du fait que nos disputes soient celles de commerçants. C'est la règle. Nos usines ne sont que les objets de commerce des plus riches d'entre nous et non les organisations qui transforment du savoir-faire.

L'inadéquation de nos diverses machines, objectives et subjectives, formelles et informelles, réfléchies et irréflechies, s'oppose à la construction d'une machine sociale performante. La



compétition qui n'aura pas lieu dans la production ne développera pas la puissance productive, elle aura lieu dans la distribution du pouvoir d'achat. Qui accumulera, qui ne le fera pas et qu'accumulera-t-on ? À la différence de la science sociale occidentale qui a pensé la cohésion sociale dans la production et le marché, autrement dit dans la division sociale du travail (E. Durkheim) et l'échange (A. Smith), la cohésion est ici pensée en termes de justice distributive. En conséquence la majorité de l'épargne ira à l'accumulation de patrimoines et non à l'accumulation productive. Une faible partie de la société consacrera son épargne à sa conversion en capital non spéculatif. Il s'agira en particulier du capital humain dans lequel la société a relativement investi. Les ménages qui ont investi dans le capital humain et qui ne pourront le faire valoir dans leur pays pourront s'efforcer de le faire valoir à l'étranger.

Réciprocité et relation asymétrique.

Les institutions instituent des relations sociales. En termes de relations sociales, il faut comprendre la triple obligation (donner, recevoir, rendre) de Marcel Mauss, dans la relation de prendre et d'obtenir d'Adam Smith. Nous ne sommes pas autosuffisants, la société ne se boucle pas sur elle-même. Quand l'on prend à la nature ou obtient d'elle, quand on vole ou exproprie sans indemniser, ce que l'on rend est sans équivalent avec ce que l'on obtient. De ce que l'on a reçu de ses parents, on leur rend moins qu'ils nous ont donné. On

comprend mieux alors la critique de Lévi-Strauss qui voit derrière le don un rapport de pouvoir, ce que l'on peut donner et ce que l'on peut recevoir. Une symétrie n'est pas toujours présente. C'est un rapport de pouvoir qui soutient et articule les différents moments : dans ce que l'on prend et obtient, dans ce que l'on donne, reçoit et rend, passe un rapport de pouvoir, est pris dans un rapport rarement symétrique. La critique de Pierre Bourdieu, quant à elle, voit dans le don un intérêt personnel méconnu, matériel ou symbolique. Pour Bourdieu, l'écart temporel entre don et contre-don élude la logique économique qui la sous-tend. La réciprocité peut être symétrique ou asymétrique, elle s'exprimera dans la durée. Elle égalise et hiérarchise. Pour Karl Marx, pour qui tout est travail, mais seulement travail humain, le travailleur est exploité, il donne son travail et n'en reçoit en retour qu'une partie. Le travailleur ne donne pas son travail en dehors d'un rapport de subordination. Pour le colonisé, le colonisateur lui prend ce qu'il ne lui a pas donné, la propriété coloniale est du vol, mais le colonisateur prétend, au contraire, qu'il prend pour apporter plus précieux : la civilisation. Pour le féminisme, le patriarcat donne à la femme moins qu'elle ne donne à la société en l'enfermant dans la reproduction. Le voleur prend à sa victime ce qu'elle n'a pas donné. La « dialectique » de la relation asymétrique et symétrique fait la dynamique des choses.

John Moolenaar, président du Comité spécial de la Chambre des représentants américaine sur la Chine, a affirmé dans sa déclaration liminaire « Le schéma est clair. La Chine dépend de notre pile technologique pour poursuivre son développement de l'IA. La Chine est prête à acheter ce qu'elle peut et à voler ce qu'elle ne peut pas, pour faire avancer ses ambitions en matière d'IA »[5]. On remarquera que si la Chine s'efforce de prendre ce que la puissance dominante refuse de lui vendre, c'est que ce qu'elle prendra, ne sera pas pour lui épargner de produire elle-même ce qu'elle a obtenu, mais pour le reproduire et mieux faire de ce qu'elle a obtenu que ce que peut en faire son premier producteur. Elle prendra ce qu'elle ne peut acheter pour contourner l'entrave à la compétition. Acheter ou prendre, coûte moins que produire aujourd'hui, mais pour que cela ne soit certainement pas le cas demain. Demain, produire doit coûter moins cher qu'acheter. La Chine achète au lieu de produire aujourd'hui pour produire et vendre au lieu d'acheter demain.

(A suivre)

Notes

- [4] Institutions as cognitive media between strategic interactions and individual beliefs. <https://lex.juris.hokudai.ac.jp/gcoe/article/23April2010/0-Media-Fin.pdf>
 [5] China willing to 'buy' or 'steal' US tech to get ahead in AI race, Congress told. South Morning China Post. <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3350380/china-willing-buy-or-steal-us-tech-get-ahead-ai-race-congress-told>

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

ARABIE SAOUDITE

La production de pétrole brut atteint son plus bas niveau depuis 1990

La production de pétrole brut de l'Arabie saoudite a chuté de manière significative en avril, atteignant son niveau le plus bas depuis plus de trois décennies. Les tensions géopolitiques et la fermeture de la voie maritime du détroit d'Ormuz sont les principales causes de la baisse des exportations de pétrole des pays du Golfe. Malgré ces pertes, l'Arabie saoudite atténue l'impact en réacheminant une partie de ses exportations de pétrole via son réseau de pipelines est-ouest.

La production de pétrole brut de l'Arabie saoudite a chuté en avril, atteignant son niveau le plus bas depuis 1990. Cette baisse significative a été signalée à l'OPEP et attribuée aux perturbations découlant des tensions géopolitiques dans la région, notamment le conflit américano-israélien avec l'Iran et la fermeture de la voie maritime cruciale du détroit d'Ormuz.

Chute de la production

Selon Bloomberg, la production de l'Arabie saoudite a chuté de 651 000 barils par jour en avril, pour atteindre seulement 6,316 millions de barils par jour. Cela représente une baisse d'environ 42 pour cent par rapport aux niveaux de février, marquant la production la plus faible du royaume depuis la guerre du Golfe en 1990.

Ces baisses de production s'inscrivent dans le cadre de perturbations plus larges affectant les exportations de pétrole des pays du Golfe. Les restrictions imposées par l'Iran sur la navigation dans le détroit d'Ormuz ont eu un impact significatif sur l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Irak.

Alors que l'Arabie saoudite a déclaré des niveaux d'approvisionnement du marché légèrement supérieurs à la production, à 6,879 millions de barils par jour, hors mouvements de stocks, l'impact global sur la production de l'OPEP a été considérable. Le rapport de l'OPEP a révélé une baisse totale de la production de 1,727 million de barils par jour en avril, pour une moyenne de 18,98 millions de barils par jour. L'Arabie saoudite a représenté près de la moitié de cette baisse. Malgré ces pertes, l'Arabie saoudite a pris des mesures pour minimiser l'impact en détournant une partie des exportations de la région du Golfe vers Yanbu via son réseau de pipelines est-ouest.

R I.

EGYPTE

Un rapport de l'OCDE appelle à une refonte des subventions alimentaires

Les subventions alimentaires figurent au cœur du contrat social égyptien, touchant près des deux-tiers de la population. Il s'agit de l'un des plus vieux mécanismes de soutien de l'Etat en vigueur au monde. En Egypte, des réformes sont nécessaires pour permettre au système de subventions alimentaires de gagner en efficacité économique, et aussi pour améliorer la sécurité nutritionnelle sur les prochaines décennies. C'est ce qu'estime le rapport « *Policies for the Future of Farming and Food iEgypt* » publié par l'OCDE.

Synthèses R I/Agence

Ce système instauré officiellement en 1948 pour formaliser et prolonger le rationnement du blé et de la farine sur fond de forte inflation à la suite de la Seconde Guerre mondiale, permet actuellement à près de 70 % de la population égyptienne d'avoir accès à des denrées à des prix réduits dont le pain baladi, mais aussi d'autres produits de base comme l'huile de cuisson, le riz, le sucre distribués à travers les cartes de rationnement. Si au fil des décennies, ce système a joué un rôle crucial pour amortir les chocs économiques et politiques, du programme d'ajustement structurel des années 90 aux crises récentes liées au Covid-19 et à la guerre en Ukraine, les auteurs du rapport estiment que l'heure est au changement de paradigme.

Un système de subventions coûteux et peu ciblé

D'après l'OCDE, le mécanisme actuel reste encore peu efficace pour lutter contre la malnutrition et les inégalités tout en pesant lourdement sur les finances publiques. Entre 2015/2016 et 2024/2025, le rapport estime que le programme de subventions alimentaires a coûté en moyenne 1,4 % du PIB par an, un niveau difficilement soutenable à long terme. Selon les auteurs qui s'appuient sur des études de référence sur le système de subventions en Égypte, certains dispositifs – en particulier ceux portant sur le sucre et l'huile – sont extrêmement coûteux au regard de l'aide qu'ils apportent réellement aux ménages pau-

vres. Concrètement, pour qu'un ménage vulnérable bénéficie de l'équivalent d'une livre égyptienne de revenu supplémentaire grâce à ces subventions, l'État doit engager plus de trois livres de dépenses budgétaires. Au-delà du ciblage, l'OCDE souligne aussi que ces subventions se concentrent sur un panier d'aliments riches en calories mais pauvres en micronutriments, ce qui contribue à un double fardeau nutritionnel : persistance de la sous-nutrition dans certaines catégories de la population, notamment les enfants, et progression rapide du surpoids et de l'obésité, en particulier chez les femmes. En d'autres termes, le système protège partiellement contre la faim, mais ne garantit pas une alimentation saine et diversifiée.

Pris ensemble, le rapport estime que coût cumulé des subventions alimentaires, ajouté à celui des subventions énergétiques et d'autres dispositifs de soutien, limite la marge de manœuvre de l'État pour investir dans des politiques plus structurantes, comme les infrastructures rurales, la recherche agricole ou les programmes de nutrition ciblée.

Des subventions mieux ciblées, centrées sur la nutrition et les ménages vulnérables

Face à ces constats, l'OCDE préconise un rééquilibrage vers des instruments plus ciblés et plus favorables à la qualité de l'alimentation. Le rapport appelle en priorité à recentrer le système sur ceux qui en ont le plus besoin. Un tel changement implique le développement des capacités d'identification des ménages

pauvres et vulnérables, la consolidation des données sociales et la mise en place d'un registre social unifié permettant de coordonner les différents programmes d'aide (subventions alimentaires, transferts monétaires, filets de sécurité). En outre, le rapport recommande de moderniser les mécanismes d'identification des bénéficiaires – en s'appuyant sur les registres existants, les données de consommation, les systèmes d'information sociale – afin de graduellement cibler les subventions alimentaires vers les foyers les plus fragiles.

Sur le plan nutritionnel, l'OCDE propose de réorienter les subventions afin de réduire progressivement le soutien aux aliments très énergétiques mais peu nutritifs (certaines formes de farine, sucre), d'encourager l'accès à une plus grande diversité d'aliments riches en micronutriments (légumineuses, produits laitiers, fruits et légumes, sources de protéines de meilleure qualité) et de renforcement des programmes de repas scolaires et la promotion de l'éducation nutritionnelle. Enfin, les auteurs estiment que la réforme des subventions alimentaires doit être pensée en cohérence avec les autres ambitions de politique agricole et de sécurité alimentaire de l'Égypte. Alors que le pays s'est fixé des objectifs ambitieux en matière de production nationale (céréales, lait, viande, fruits et légumes), d'emploi rural et de résilience climatique, une meilleure allocation des ressources budgétaires pourrait soutenir une transition vers un système agroalimentaire plus durable, tout en protégeant mieux les ménages vulnérables.

TUNISIE

La BCT amorce une normalisation prudente

Après plusieurs trimestres marqués par des tensions persistantes sur le refinancement bancaire, la liquidité du système financier tunisien a amorcé, au premier trimestre 2026, une phase d'accalmie relative. Cette amélioration demeure toutefois partielle et paradoxale : alors même que les besoins des banques en liquidité se sont atténués, le marché monétaire est repassé en territoire déficitaire. Dans sa Note de conjoncture n°151,

la Banque Centrale de Tunisie met en évidence un basculement du marché monétaire d'un excédent moyen de +74 millions de dinars au quatrième trimestre 2025 vers un déficit moyen de -93 millions de dinars au premier trimestre 2026. Une évolution qui traduit moins une aggravation structurelle de la liquidité qu'un recalibrage délibéré de la politique monétaire. Le fait majeur réside en effet dans la baisse plus rapide des interven-

tions de la Banque centrale, réduites de 240 millions de dinars, comparativement à la diminution des besoins des banques, limitée à 73 millions de dinars. Autrement dit, l'institut d'émission a volontairement laissé le marché monétaire fonctionner avec un niveau d'assistance plus faible, considérant que les tensions systémiques étaient devenues plus contenues. Cette stratégie témoigne d'un changement subtil mais significatif dans

la gestion monétaire tunisienne. Après une longue période dominée par un refinancement massif du secteur bancaire afin d'éviter des tensions excessives sur les taux, la Banque centrale semble désormais privilégier une normalisation graduelle de ses injections de liquidité, sans provoquer de choc brutal sur le financement de l'économie.

Agence

MAURITANIE

Un prêt saoudien de 60 millions USD pour renforcer le réseau de transport électrique

Alors que la Mauritanie cherche à étendre son réseau électrique sur l'ensemble du territoire, un nouveau financement vient appuyer l'un de ses projets de transport les plus structurants.

Le ministère mauritanien de l'Énergie et du Pétrole a annoncé, samedi 13 décembre, la signature d'un accord de prêt de 60 millions USD avec le Saudi Fund for Development pour financer une partie du projet électrique Nouakchott-Néma, appelé « ligne de l'Espoir ». L'accord a été signé par le ministre des

Affaires économiques et du Développement, Abdallah Suleiman Al-Sheikh Sidiya, et le directeur général du Saudi Fund for Development, Al-Marshad. La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de l'Énergie et du Pétrole, Mohamed Ould Khaled, et de l'ambassadeur d'Arabie saoudite en Mauritanie, Abdullah bin Abdullah Al-Ragabi.

Selon le ministère, le financement permettra la construction de 182 km de lignes de transport d'électricité à haute tension sur le tronçon reliant Aouinat Ezbel à Néma, dans le sud-est du pays.

Cette infrastructure vise à renforcer l'interconnexion entre les réseaux électriques existants à l'est et à l'ouest, à faciliter l'acheminement de l'électricité vers de nouvelles zones de consommation et à assurer un approvisionnement régulier des localités situées le long du tracé. Le projet de la « ligne de l'Espoir » s'inscrit dans les objectifs fixés par la Mauritanie pour accélérer l'accès universel à l'électricité. Dans son Energy Compact, le gouvernement prévoit de porter le taux d'accès national à 100 % d'ici 2030, contre 55 % actuellement, en raccordant

3,4 millions de personnes supplémentaires. Pour soutenir cette ambition, le pays mise sur l'extension de ses infrastructures électriques. En 2023, le réseau comptait 1950 km de lignes haute tension et 5450 km de réseaux moyenne et basse tension. À l'horizon 2030, ces capacités doivent atteindre environ 4500 km de lignes haute tension et plus de 10 000 km de réseaux moyenne et basse tension, faisant des projets de transport à grande échelle un levier central de la stratégie nationale d'électrification.

R I.

MADAGASCAR

Le groupe américain IFF renforce son intégration dans la filière vanille

La vanille est l'une des épices les plus commercialisées sur le marché mondial. Principal producteur et exportateur de la matière première, Madagascar suscite de plus en plus l'intérêt des grands groupes internationaux opérant sur le segment de la transformation. La multinationale américaine IFF (International Flavors & Fragrances), active dans la formulation de parfums, mais aussi d'arômes et d'ingrédients alimentaires, a annoncé le 11 mai dernier l'ouverture d'un Centre d'innovation dédié à la vanille dans la ville portuaire de Toamasina, à Madagascar.

Par R I/Agence

Cette nouvelle infrastructure basée sur un site de 650 m² à proximité des principales zones de culture et des sites de transformation post-récolte, regroupe des capacités d'analyse en laboratoire, d'extraction, de création d'arômes et de développement d'applications destinées aux industries laitière, de la boulangerie et de la confiserie.

À travers cet investissement, dont le coût n'a pas été dévoilé, IFF franchit une nouvelle étape dans son intégration au sein de la filière vanille, en renforçant sa présence sur les segments à plus forte valeur ajoutée.

Le groupe affirme ainsi sa volonté de diversifier ses activités dans le pays, au-delà du simple approvisionnement en vanille brute.

« Ce centre a été conçu pour passer du stade d'insights à des actions concrètes [...] En regroupant la science, la création d'arômes et le développement d'applications à la source, nous pouvons collaborer plus étroitement avec nos clients, gagner en rapidité et en constance, et proposer des solutions prêtes à être commercialisées qui restent ancrées dans les réalités de la pro-

duction de vanille », a déclaré Marcus Pesch, vice-président de la recherche et développement de la division « Taste » (Saveur) chez IFF. Il est également prévu que cette installation serve de centre de formation et de partage de compétences au profit des acteurs locaux de la filière.

Un coup de pouce pour renforcer la chaîne de valeur ?

Avec ce nouvel investissement, IFF peut contribuer au renforcement de la création de valeur ajoutée locale à travers les activités de transformation et d'innovation.

Cet enjeu est d'autant plus stratégique dans un contexte marqué par une crise mondiale du marché de la vanille, caractérisée par la chute des prix sur le marché international depuis environ cinq ans, une situation qui se répercute sur la compétitivité des acteurs de la filière.

Selon les données compilées par le Centre du commerce international (ITC), les prix du kilogramme de vanille sur le marché international ont baissé de plus de 80 %, passant de 650 \$ en 2019 à moins de 100 \$ FOB en 2023, principalement en raison

d'une saturation du marché dont les effets persistent depuis.

Dans sa dernière note de conjoncture économique publiée le 11 mai dernier, la Banque centrale de Madagascar (BFM) indique par exemple que le prix moyen de vente de la vanille sur le marché international s'est contracté de 40,2 % au 4^{ème} trimestre de 2025, s'établissant à 38 \$/kg, contre 63,6 \$/kg un an plus tôt. En conséquence, les recettes d'exportation tirées par la filière ont reculé de 34,7 %, s'établissant à 13,6 millions \$ sur la même période, en dépit d'une hausse de 9,2 % des volumes expédiés qui ont atteint 357,3 tonnes.

« La situation excédentaire du marché, associée à la hausse historique du volume des exportations en 2024, qui a permis aux grands importateurs de se constituer des stocks à bas prix, a continué d'exercer une pression à la baisse sur le prix de la vanille », explique l'institution financière.

Pour rappel, Madagascar concentre environ 80 % de la production mondiale de vanille. Cette domination sur l'offre explique l'intérêt croissant des groupes internationaux pour une présence plus intégrée dans la filière locale, malgré la dégradation actuelle des conditions du marché.

AGRUMES

L'Afrique du Sud est devenue le 1^{er} exportateur mondial en 2025, devant l'Espagne

Les agrumes constituent la 2^e catégorie de fruits les plus commercialisés au monde, après la banane. Alors que l'Espagne est le leader historique sur le segment des exportations, l'Afrique du Sud a bouleversé la hiérarchie au terme de la campagne 2025, qui lui a été plus favorable.

L'Afrique du Sud est devenue en 2025 le premier exportateur mondial d'agrumes en volume, d'après les déclarations de l'Association sud-africaine des producteurs d'agrumes (CGA) relayées cette semaine par plusieurs médias locaux. Les données commerciales compilées par la plateforme Trade Map développée par le Centre du commerce international (ITC), qui incluent les agrumes frais et secs, confirment cette information.

Ces données montrent en effet que l'Afrique du Sud a exporté 3,23 millions de tonnes d'agrumes en 2025, signant une progression de près de 28 % en glissement annuel qui illustre la dynamique de croissance observée dans la filière depuis plusieurs années. Au cours des deux dernières décennies, les exportations sud-africaines d'agrumes ont en effet plus que doublé, passant de 1,43 million de tonnes en 2006 au niveau record enregistré en 2025.

Cette progression permet à la nation arc-en-ciel de détrôner pour la première fois l'Espagne, leader historique des exportations mondiales d'agrumes, désormais deuxième. Selon les données de Trade Map, le pays européen a exporté 2,98 millions de tonnes d'agrumes en 2025. Il s'agit seulement de la 2^e fois en vingt ans, après 2023, que les expéditions espagnoles tombent sous le seuil des 3 millions de tonnes.

R I.

SÉNÉGAL

65 millions \$ dans l'aquaculture d'ici 2030 avec l'appui du privé

Au Sénégal, comme dans la plupart des pays côtiers africains, l'offre de poissons repose surtout sur la pêche maritime ou continentale. Les autorités intensifient leurs efforts en vue de développer l'aquaculture, considérée comme une alternative plus durable pour l'approvisionnement.

Au Sénégal, l'Agence nationale de l'aquaculture (ANA) prévoit de mobiliser 36,51 milliards FCFA (64,9 millions \$) pour soutenir le développement de l'aquaculture au cours des 5 prochaines années. Ce projet s'ins-

crit dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau Plan stratégique de développement de l'aquaculture sur la période 2026-2030, validé le 12 mai dernier.

Selon les informations relayées par le média local Le Soleil, cette enveloppe sera constituée en faisant appel massivement à l'investissement privé. À travers la nouvelle feuille de route, les autorités ambitionnent en effet de multiplier la production aquacole par six pour la faire passer à 20 000 tonnes d'ici 2030, contre seulement 3 049 tonnes en 2025.

Pour y parvenir, l'ANA souhaite sécuriser la production de 52 millions d'alevins par an pour ensemercer les bassins piscicoles et développer une industrie locale d'aliments pour poissons afin de réduire les importations. Selon les autorités, la pêche de capture ne peut plus satisfaire la demande d'une population en pleine croissance, face à la surexploitation des stocks marins et à la dégradation des écosystèmes côtiers.

« L'aquaculture n'est plus une option, elle est un impératif stratégique », a déclaré Samba Ka, directeur général

de l'ANA. En dépit des ambitions de croissance affichées, l'industrie aquacole au Sénégal, comme dans la majorité des pays africains, doit surmonter des défis structurels pour espérer une montée en puissance. Selon le Forum économique mondial (WEF), le coût de production élevé est l'un des principaux freins au développement du secteur sur le continent.

Dans un rapport publié en janvier dernier, l'organisation indique par exemple que les difficultés d'approvisionnement en aliments pour pois-

sons en Afrique rendent les coûts de production aquacole 10 à 20 % plus élevés que la moyenne mondiale. « Ces coûts élevés s'expliquent par une forte dépendance aux aliments pour poissons conventionnels, souvent importés en raison du manque de capacités locales de production, composés de tourteau de soja [également essentiel pour la consommation humaine] et de farine de poisson [issue de la pêche sauvage] », peut-on lire dans le rapport.

R I.

TOGO

L'Allemagne s'intéresse aux opportunités autour du Port de Lomé

Le Port de Lomé constitue un hub logistique clé d'Afrique de l'Ouest et du Centre. En 2024, il a traité plus de 30,6 millions de tonnes de marchandises et près de 2 millions de conteneurs, consolidant sa position de premier port à conteneurs d'Afrique subsaharienne francophone selon Lloyd's List.

La République fédérale d'Allemagne via Serap Güler, ministre adjointe auprès du ministre des Affaires étrangères, se montre disponible pour ac-

compagner les futurs projets de modernisation du Port de Lomé. En visite sur la plateforme portuaire le mardi 12 mai 2026, la diplomate allemande a exploré avec le ministre togolais chargé de l'Économie maritime, Edem Kokou Tengue, les perspectives de cette coopération.

Au cours de la visite, l'officiel togolais a présenté les ambitions du Togo pour sa plateforme portuaire. « Notre ambition est claire : faire du Port autonome de Lomé un port de classe mondiale,

connecté, intelligent, résilient et résolument engagé dans la transition écologique. L'expertise allemande demeure, sur ces différents axes, un partenaire de premier plan », a-t-il indiqué.

Dans ce cadre, le Togo a également plaidé pour un appui accru de l'Allemagne dans la lutte contre la piraterie et les trafics illicites dans le golfe de Guinée, ainsi que dans la promotion d'une gestion durable de l'économie bleue, en lien avec la Charte de Lomé

adoptée en octobre 2016.

Seul port naturel en eau profonde de la côte ouest-africaine, le Port de Lomé accueille les plus grands navires en service et dessert un hinterland estimé à plus de 80 millions de consommateurs, notamment au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Doté de terminaux à conteneurs, vraquiers, hydrocarbures, minéraliers et de pêche, il s'impose comme un hub logistique régional de premier plan.

R I.

TANDIS QUE LES RENDEMENTS OBLIGATAIRES PROGRESSED EN RAISON DES CRAINTES INFLATIONNISTES

Les marchés boursiers mondiaux reculent

Les indices boursiers mondiaux ont chuté vendredi tandis que les rendements obligataires ont grimpé en flèche, l'euphorie des investisseurs pour les valeurs technologiques ayant cédé la place à des craintes inflationnistes et les traders ayant renforcé leurs paris sur une hausse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale cette année.

Le président américain Donald Trump a quitté la Chine vendredi sans avoir obtenu de percée majeure sur le commerce ni d'aide concrète de Pékin pour mettre fin à la guerre en Iran. Par ailleurs, les incertitudes entourant un accord de paix au Moyen-Orient ont fait grimper les prix du pétrole, renforçant les inquiétudes concernant les pressions inflationnistes après la publication, en début de semaine, de deux séries de chiffres indiquant une forte inflation pour le mois d'avril. Le S&P 500 et le Nasdaq ont chuté après avoir atteint des records de clôture grâce à la vigueur des valeurs technologiques liées à l'intelligence artificielle lors des deux séances précédentes. « On se rend compte que le marché était allé bien trop loin. Il ne prêtait pas suffisamment attention à ce que lui indiquaient le marché obligataire et les données économiques. Il s'était laissé emporter par cette dynamique autour de l'IA », a déclaré Kenny Polcari, stratège en chef des marchés chez Slatestone Wealth. « Le marché prête enfin attention à ce que lui indiquent le marché obligataire et les données économiques. L'inflation reste tenace et pourrait encore augmenter dans les mois à venir. »

LES ACTIONS EN RECUL

À Wall Street, l'indice Dow Jones Industrial Average .DJI a chuté de 537,29 points, soit 1,07 %, à 49 526,17, le S&P 500 .SPX a perdu 92,74 points, soit 1,24 %, à 7 408,50 et le Nasdaq Composite .IXIC a chuté de 410,08 points, soit 1,54 %, à 26 225,15. Le S&P 500 a néanmoins enregistré sa septième semaine consécutive de hausse, sa plus longue série de gains depuis fin 2023. Le Nasdaq et le Dow Jones ont toutefois reculé sur la semaine, le Nasdaq mettant fin à une série de six semaines de hausse. L'indice MSCI, qui mesure l'évolution des actions à l'échelle mondiale .MIWD000000PUS, a perdu 17,06 points, soit 1,53 %, pour s'établir à 1 099,00. Plus tôt, l'indice paneuropéen STOXX 600 .STOXX a clôturé en baisse de 1,48 %. L'indice MSCIE plus large des actions de la région Asie-Pacifique hors Japon .MIAPJ0000PUS a reculé de 2,5 % et le Nikkei japonais .N225 a chuté de 1,99 % après que les données ont montré que l'inflation des prix de gros s'était accélérée à 4,9 % en avril, son rythme le plus

rapide en trois ans, ce qui maintient la Banque du Japon sur la voie d'une hausse des taux. En Corée du Sud, l'indice Kospi .KS11 a chuté de plus de 6 % vendredi après une forte hausse ces derniers mois. Il affiche tout de même une hausse de 77,8 % depuis le début de l'année.

Hausse des rendements des obligations d'État

Du côté des obligations d'État, les rendements des bons du Trésor américain ont atteint leur plus haut niveau depuis un an, les prix élevés du pétrole ayant renforcé les craintes que les perturbations énergétiques en cours au Moyen-Orient ne contribuent à l'inflation. Le rendement des obligations américaines de référence à 10 ans US10YT=RR a augmenté de 13,8 points de base pour atteindre 4,597 %, contre 4,459 % jeudi soir, tandis que le rendement des obligations à 30 ans US30YT=RR a augmenté de 10,9 points de base pour atteindre 5,122 %. Le rendement des obligations à 2 ans US2YT=RR, qui évolue généralement au rythme des anticipations de taux d'intérêt de la Réserve fédérale, a augmenté de 8,7 points de base pour atteindre 4,079 %, contre 3,992 % jeudi soir. Sur le marché des devises, le dollar s'est apprécié pour la cinquième journée consécutive, se dirigeant vers sa plus forte hausse hebdomadaire en deux mois, les pressions inflationnistes ayant alimenté les paris sur une hausse des taux de la Fed cette année. Selon l'outil FedWatch du CME Group, les traders tablaient en fin de séance sur une probabilité d'environ 38,8 % d'une hausse de 25 points de base d'ici la fin de l'année, contre moins de 14 % il y a une semaine; l'outil indiquait également une probabilité de 9,9 % que les taux soient supérieurs de 50 points de base d'ici la fin de l'année. Vendredi est le dernier jour de Jerome Powell à la tête de la Fed avant qu'il ne soit remplacé par Kevin Warsh. Le nouveau président a été nommé par Trump, qui a fait pression sur Powell pour qu'il baisse les taux d'intérêt. « Le marché va mettre Kevin Warsh à l'épreuve. Il va le mettre sous pression pour voir ce qu'il défend vraiment », a déclaré M. Polcari. L'indice du dollar =USD, qui mesure la valeur du billet vert par rapport à un panier de devises comprenant notamment le yen et l'euro, a progressé de 0,33 % à

99,28, tandis que l'euro EUR= reculait de 0,38 % à 1,1624 \$. Face au yen japonais JPY=, le dollar s'est raffermi de 0,25 % à 158,74. La livre sterling GBP= a chuté pour la cinquième journée consécutive, atteignant son plus bas niveau depuis plus de cinq semaines. Elle a finalement clôturé en baisse de 0,61 % à 1,3318 \$ après avoir chuté de 0,9 % jeudi. Le Parti travailliste britannique au pouvoir a déclaré avoir accepté de laisser le maire du Grand Manchester, Andy Burnham, tenter de revenir au Parlement, une étape vers une possible contestation du leadership du Premier ministre Keir Starmer. Dans le même temps, le ministre britannique du Logement, Steve Reed, a exhorté les députés travaillistes à soutenir Starmer, affirmant qu'aucun des candidats en lice pour le remplacer n'avait démontré un soutien suffisant. Les cours du pétrole ont rebondi en raison des inquiétudes liées à l'approvision-

nement après que le ministre des Affaires étrangères Abbas Araçchi a déclaré que l'Iran n'avait « aucune confiance » envers les États-Unis et n'était intéressé par des négociations que si Washington se montrait sérieux. Trump a déclaré qu'il était à bout de patience avec l'Iran et que lui-même et le dirigeant chinois Xi Jinping s'étaient mis d'accord sur le fait que l'Iran ne pouvait pas posséder d'arme nucléaire et devait rouvrir le détroit d'Ormuz. LCOc1 a atteint 109,26 dollars le baril, en hausse de 3,35 %, soit 3,54 dollars, sur la journée. Parmi les sur les métaux précieux, l'or a chuté à son plus bas niveau depuis plus d'une semaine, sous la pression de la hausse du dollar et des rendements des bons du Trésor, ainsi que des anticipations de hausse des taux d'intérêt. L'or au comptant XAU= a chuté de 2,35 % à 4 540,11 dollars l'once. Les contrats à terme sur l'or américain GCc1 ont reculé de 3,29 % à 4 524,30 dollars l'once.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 14 Mai 2026
Valeur : 18 Mai 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	132.3520	132.3670
1	EUR EURO	155.0239	155.0679
1	GBP POUND STERLING	178.8782	178.9469
100	JPY JAPANESE YEN	83.8361	83.8509
1	CNY CHINESE YUAN	19.5005	19.5047
1	CHF SWISS FRANC	169.2481	169.3539
1	CAD CANADIAN DOLLAR	96.5228	96.5619
1	DKK DANISH KRONE	20.7448	20.7527
1	SEK SWEDISH KRONA	14.2056	14.2095
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.4072	14.4120
1	AED UAE DIRHAM	36.0328	36.0447
1	SAR SAUDI RIYAL	35.2741	35.2800
1	KWD KUWAITI DINAR	431.9582	432.1482
1	TND TUNISIAN DINAR	45.2266	45.6812
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.4503	14.4520
1	LYD LIBYAN DINAR	20.8461	20.9531
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3196	3.3300
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.6335	181.6335

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street crispée par la pression obligataire et le recul de la tech

La Bourse de New York a terminé en repli vendredi, mise sous pression par la forte remontée des taux obligataires et une vague de ventes des valeurs technologiques, au terme d'une semaine de records. Le Dow Jones a perdu 1,07%, l'indice Nasdaq - à forte coloration technologique - a reculé de 1,54% et l'indice élargi S&P 500 a cédé 1,24%. Derrière cette mauvaise passe, "il y a vraiment la hausse des rendements obligataires", commente au-

près de l'AFP Angelo Kourkafas, de la société de services financiers Edward Jones. Le coût de la dette a grimpé fortement vendredi, dans la foulée des prix du pétrole. Vers 20H25 GMT, le rendement à dix ans des emprunts de l'Etat américain se tendait à 4,60%, contre 4,48% la veille en clôture, un plus haut depuis pratiquement un an. Les échéances à deux et 30 ans suivaient le même mouvement. Selon Jose Torres, d'Interactive Brokers, le marché "est mis à rude

épreuve (...) car aucune lueur d'espoir ne se profile à l'horizon géopolitique". Donald Trump a dit avoir reçu des paroles encourageantes de Xi Jinping pour aider à une réouverture du détroit d'Ormuz, et des promesses de ne pas livrer d'équipements militaires à l'Iran. Les déclarations officielles chinoises n'en faisaient toutefois pas mention. "Il ne semble pas y avoir de percées majeures" pour sortir de l'impasse de la guerre au Moyen-Orient, souligne Angelo Kourkafas. En conséquence, "on observe une

inquiétude croissante concernant la dette publique, car les pays pourraient chercher à amortir l'impact de la hausse des prix de l'énergie par le biais de mesures de soutien aux consommateurs", souligne l'analyste. Le marché boursier est parvenu à ignorer ces craintes depuis le début du conflit lancé par les frappes des Etats-Unis et d'Israël sur l'Iran, fin février. Mais, comme à chaque fois, le passage au-delà de 4,50% pour le rendement à dix ans "a provoqué une

légère indigestion pour les marchés", assure M. Kourkafas. En parallèle, la place américaine n'a pas pu s'appuyer sur les valeurs technologiques pour se reprendre. Soutien du marché lors des dernières séances, le secteur des semi-conducteurs a piqué du nez vendredi. Le fabricant de puces Nvidia et première capitalisation mondiale a perdu 4,42%, Intel a lâché 6,18%, AMD 5,69% et Micron s'est replié de 6,62%.

CHINE/USA

Pékin assure être d'accord avec Trump pour appliquer "tous" les accords commerciaux existants

Après la rencontre entre Xi Jinping et Donald Trump, le chef de la diplomatie chinoise précise que les deux pays ont convenu de "promouvoir une croissance du commerce dans les deux sens, dans le cadre de réductions réciproques des droits de douane".

La Chine et les États-Unis se sont mis d'accord pour continuer à appliquer "tous" leurs accords commerciaux existants et pour établir des conseils pour le commerce et l'investissement, a déclaré vendredi 15 mai le chef de la diplomatie chinoise dans un communiqué, après la rencontre entre Xi Jinping et Donald Trump à Pékin.

"Les délégations des deux pays ont atteint des résultats globalement positifs, dont la poursuite de l'application de tous les accords conclus lors des précédentes consultations, (et) elles ont décidé d'établir un conseil pour le commerce et un autre pour l'investissement", a déclaré Wang Yi, selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères chinois.

Les deux pays se sont également mis d'accord pour "aborder les inquiétudes de chacun en matière d'accès aux marchés de produits agricoles, et pour promouvoir une croissance du commerce dans les deux sens, dans le cadre de réductions réci-

proques des droits de douane", a précisé Wang Yi.

Ce sommet faisait suite à la trêve, conclue en octobre dernier, du conflit commercial ayant éclaté en 2025 après le retour au pouvoir de Donald Trump, lorsque les deux pays s'étaient notamment livrés à une escalade de hausse de leurs droits de douane. Une pause avait été convenue en Corée du Sud en octobre, en échange de contreparties mutuelles. Les déclarations des autorités chinoises et américaines laissent entendre que cette trêve pourrait se poursuivre.

Pas d'avancée majeure

Les experts anticipaient que ce sommet ne produirait pas d'avancée significative sur les grandes querelles stratégiques. Donald Trump a quitté la Chine vendredi après avoir revendiqué des accords commerciaux "fantastiques" avec Pékin, mais sans signaler de percée sur des désaccords per-

sistants aux retombées mondiales comme la guerre avec l'Iran. Xi Jinping, invité par Donald Trump, se rendra à son tour en "visite d'État aux États-Unis à l'automne de cette année", a indiqué le ministre chinois des Affaires étrangères, selon l'agence Chine Nouvelle.

Donald Trump avait emmené avec lui une importante délégation de grands patrons américains. Washington espérait repartir avec un certain nombre d'accords, par exemple dans le domaine de l'agriculture, ou de promesses d'investissements chinois aux États-Unis. Aucun accord semblable n'avait été annoncé ou détaillé vendredi plusieurs heures après le départ du président américain. Ce dernier a toutefois annoncé que la Chine souhaitait commander 200 avions de l'avionneur américain Boeing, soit un volume inférieur à celui qui avait filtré dans la presse lors des dernières semaines.

Agence

RUSSIE

Le PIB a reculé de 0,2% au premier trimestre, la première baisse depuis 3 ans

L'économie de la Russie enregistre son premier recul trimestriel depuis trois ans, alimentant les craintes des autorités que le pays bascule dans la récession.

L'économie russe s'est contractée de 0,2% au premier trimestre, enregistrant son premier recul trimestriel depuis trois ans, alors que montent des tensions liées à la guerre en Ukraine et aux sanctions contre Moscou, selon les statistiques officielles russes publiées vendredi 15 mai. Au premier trimestre 2025, le produit intérieur brut (PIB) russe avait augmenté de 1,4%, selon les données du service de statistiques

russe Rosstat. Les autorités russes indiquent que la croissance a été affectée par des facteurs calendaires et ajoutent que le froid hivernal a freiné le secteur de la construction.

Le Kremlin a dépensé sans compter pour financer son offensive en Ukraine, ce qui a dans un premier temps dopé la croissance. Mais cela a aussi gonflé l'inflation et causé une pénurie de main-d'œuvre dans les secteurs économiques non militaires. Les attaques ukrainiennes contre les infrastructures pétrolières russes ont également pesé sur les exportations de pétrole brut de Moscou ces derniers mois.

Ce vendredi, Vladimir Poutine a toutefois assuré que l'économie russe avait renoué avec la croissance en mars, après deux mois de contraction du PIB. "Il est essentiel que cette tendance positive émergente soit consolidée et étendue à de plus en plus d'industries et secteurs", a-t-il déclaré plus tôt dans la journée, devant des responsables économiques.

L'inquiétude monte

Le dirigeant russe avait reconnu mi-avril que le produit intérieur brut (PIB) s'était contracté de 1,8% en janvier et février, laissant

craindre que le pays se dirige vers une récession cette année même si la remontée des cours des hydrocarbures liée à la guerre au Moyen-Orient pourrait regonfler ses revenus. La prévision de croissance pour 2026 a été révisée à la baisse, à 0,4%, contre 1,3% attendu précédemment.

Début avril, les intervenants du Forum économique de Moscou se montraient particulièrement inquiets. "Je crois sincèrement que nous sommes dans le pétrin", a estimé Robert Nigmatulin, membre de l'Académie des sciences, dans une intervention très relayée dans les médias russes.

GRANDE BRETAGNE La crise politique autour de Keir Starmer fait grimper le coût de la dette britannique

Le taux d'intérêt des emprunts d'État britanniques à 10 ans a atteint vendredi son plus haut niveau depuis la crise financière de 2008, dans un contexte d'incertitudes économiques mondiales, une dynamique renforcée sur le plan intérieur par la crise politique qui secoue l'exécutif. Le taux à 10 ans, qui avait déjà atteint mardi des niveaux inédits depuis 2008, s'est envolé à un nouveau sommet de 5,144%. Le taux à 30 ans est lui monté jusqu'à 5,812% vendredi, frôlant également son niveau de mardi, qu'il n'avait pas connu depuis 1998. Alors que l'impact de la guerre en Iran sur les prix de l'énergie fait des ravages sur les marchés obligataires à l'échelle mondiale, l'incertitude politique interne au Royaume-Uni ne contribue en rien à améliorer la situation, attisant encore davantage les inquiétudes quant à la fragilité des finances britanniques.

Le Premier ministre britannique Keir Starmer lutte pour sa survie politique après des élections locales dévastatrices pour le Labour, à la suite de nombreuses polémiques qui l'avaient déjà fragilisé, et fait face ces dernières heures aux manœuvres de potentiels rivaux. D'intenses pressions internes. En effet, le Premier ministre britannique Keir Starmer est confronté depuis une semaine à d'intenses pressions qui visent à le convaincre de quitter le pouvoir, nombre de responsables travaillistes le jugeant responsable de la déroute électorale historique enregistrée par le Labour lors des élections locales plus tôt ce mois-ci.

R. I.

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS PRESQUE UN AN L'inflation décélère en Argentine

L'inflation en Argentine s'est élevée à 2,6% en avril, la première décélération en un an. Sur un an, elle reste à 32,4%, un seuil que n'arrive pas à abaisser Javier Milei, dont la cote de popularité est en baisse.

Une bouffée d'oxygène pour Javier Milei. Le président argentin ultralibéral s'est satisfait ce jeudi d'une inflation revenue à 2,6% en avril, la première décélération pour son pays depuis 11 mois. En mars, elle s'était élevée à 3,4%.

"Retour à la normale, a-t-il claironné sur X, admettant que les derniers chif-

fres ne lui "plaisaient pas".

D'après les données de l'Institut national de la statistique (Indec), l'inflation sur un an reste à 32,4%. Un chiffre élevé mais loin des 161% recensés à l'arrivée au pouvoir en 2023 de Milei, qui l'a fait chuter à coups de larges coupes budgétaires.

Un mode de calcul contesté

Cette austérité ne lui a pourtant pas permis de descendre sous la barre des 30% d'inflation sur un an. Pour s'en défendre, le gouvernement avait invoqué l'impact de la guerre au Moyen-

Orient sur les carburants et les transports. Pour l'économiste Guido Zack, ce seuil

"Dans d'autres pays, comme au Chili, en Colombie, au Pérou, les politiques de désinflation ont permis de ramener une inflation très élevée à environ 30% relativement rapidement, mais il a fallu ensuite plusieurs années pour arriver à moins de 10% annuel", note l'économiste Guido Zack.

Malgré ces baisses, l'impact sur le quotidien des Argentins tarde à s'en faire ressentir.

Dans les rues de Buenos Aires, les habitants se plaignent d'une flambée per-

manente des prix. "Dans ce pays, tout augmente toutes les deux minutes, le métro est devenu hors de prix", lâche à l'AFP Adriana Garcia, enseignante de 60 ans : "Je ne crois pas que les chiffres reflètent ce qui se passe vraiment".

Le secteur des transports est celui qui a le plus augmenté en avril (+4,4%), devant l'éducation (+4,2%) et les communications (+4,1%).

Le mode de calcul de l'inflation en Argentine est également contesté, certains estimant qu'il offre des chiffres éloignés de la réalité.

R. I.

ALORS QUE ZUCKERBERG VA À FOND SUR L'IA

Les employés de Meta sont à bout

Chez Meta, le moral des employés n'a jamais été aussi bas : licenciements massifs, baisses de salaires et déploiement forcé d'un logiciel espion au nom de l'intelligence artificielle (IA). Pendant que Zuckerberg dépense des milliards, ce sont les humains qui paient la note.



2026 s'annonce historique pour Meta. Pour la première fois de son histoire, l'activité publicitaire de l'entreprise doit surpasser celle de l'ogre Google en termes de revenus. Mais, plutôt que de savourer un moment aussi charnière, les salariés sont à bout, révèle une vaste enquête de Wired. « Tout le monde est malheureux ; les seuls qui ne le sont pas sont, littéralement, les cadres », déplore un employé d'Instagram. Mais que se passe-t-il ?

Entraîner une technologie vouée à vous remplacer

Le 20 mai, Meta prévoit de se séparer de près de 8 000 personnes, soit 10 % de ses effectifs. Une perspective qui plombe l'ambiance depuis mars, date à laquelle la nouvelle a filtré en interne, bien avant toute confirmation officielle. L'attente a été longue et éprouvante, beaucoup d'employés confiant avoir passé ces semaines à tenter de prouver leur utilité, dans l'espoir d'échapper à la prochaine coupe. D'autant que les employés savent pertinemment ce qui se joue : l'entreprise veut compenser ses dépenses mirobolantes dans l'IA en versant moins de salaires. Mark Zuckerberg a d'ailleurs reconnu publiquement que des projets mobilisant ja-

dis des dizaines de personnes peuvent aujourd'hui être menés à bien en une semaine par une poignée de collaborateurs. Pire encore, la direction a également déployé un logiciel de surveillance sur les ordinateurs des travailleurs. Baptisé Model Capability Initiative, il enregistre en temps réel les frappes au clavier et les clics de souris. Objectif : alimenter des modèles d'IA conçus pour reproduire des tâches humaines courantes, comme la navigation Web ou la gestion de fichiers. Son installation est obligatoire, sans possibilité de refus.

Concrètement, les employés servent, malgré eux, à former les systèmes qui pourraient les remplacer. Meta n'est pas seule dans cette logique, d'autres acteurs de la tech ont justifié des licenciements par la montée en puissance de l'automatisation cette année. Mais l'ampleur des investissements du groupe de Zuckerberg donne à la situation une tout autre dimension : entre 125 et 145 milliards de dollars de dépenses d'investissement sont programmés pour 2026, consacrés en grande partie à l'infrastructure IA.

Une mission qui perd son sens

Mais ce n'est pas tout. La frustration est

aussi salariale. En février, Meta a réduit pour la deuxième année consécutive la part des augmentations versées en actions, après une première coupe l'an dernier. En conséquence, la rémunération médiane totale a reculé, mais pas chez tout le monde. Car les profils IA, eux, sont clairement avantagés.

Et la direction ne semble guère s'en émouvoir.

Quand les employés ont tenté d'exprimer leur mécontentement en interne, le directeur technique, Andrew Bosworth, les a rembarés publiquement, selon plusieurs témoignages.

Une réaction qui a choqué, et renforcé le sentiment que la parole des salariés ne compte plus vraiment.

Et pour couronner le tout, les récents procès n'ont rien arrangé. En mars, deux verdicts rendus par des jurys en Californie et au Nouveau-Mexique ont condamné Meta à verser près de 380 millions de dollars en dommages et pénalités civiles, après avoir établi la responsabilité de l'entreprise dans des expériences néfastes vécues par ses jeunes utilisateurs. Ces affaires ont ravivé des questions profondes chez les salariés, notamment sur le sens de leur travail et sur ce que Meta construit vraiment au fond.

CE QUI DEVAIT ARRIVER ARRIVA

Netflix veut générer des courts-métrages avec l'IA

A lors qu'Hollywood reste profondément divisé sur l'intelligence artificielle (IA), Netflix choisit de passer à l'offensive.

Le géant du streaming serait en train de bâtir en secret INKubator, un studio interne dédié à la production de contenus avec des outils d'IA générative.

On sait que le numéro 1 du streaming expérimente depuis l'IA pour affiner son expérience utilisateur. Mais c'est du côté des contenus que les ambitions semblent désormais les plus marquées.

On le sait, Netflix a déjà eu recours à la technologie dans la production de L'Éternite, série argentine disponible sur la plateforme ; la firme a aussi mis la main sur InterPositive, une start-up spécialisée dans l'IA appliquée à la post-production, fondée par l'acteur et réalisateur Ben Affleck. Et elle ne compte pas s'arrêter en si bon chemin.

Un studio baptisé INKubator

D'après The Verge, Netflix serait en train de constituer discrètement un nouveau studio interne baptisé INKubator, entièrement dédié à la production de contenus animés courts et créés par IA. L'entreprise recrute activement pour parfaire sa structure. Elle est à la recherche de producteurs, d'ingénieurs logiciels ainsi que d'infographistes 3D.

La direction du studio serait confiée à Serena Iyer, ancienne cadre chez DreamWorks Animation, MRC Studios et A24 Films. Le poste de directeur technique est lui aussi en cours de pourvoi. L'ambition affichée est claire : en faire un studio « natif GenAI, porté par la créativité », selon les termes d'une offre d'emploi publiée en ligne. Les flux de production reposeraient intégralement sur des outils d'IA générative, avec pour objectif déclaré d'atteindre « une qualité digne du grand écran ».

Concrètement, plusieurs pistes se dessinent quant à l'utilisation de ces contenus. Netflix a récemment refondu son application mobile en y intégrant un fil vidéo vertical, à la manière de TikTok, actuellement alimenté par des bandes-annonces et des extraits promotionnels. Des courts métrages générés par IA pourraient, à terme, y trouver naturellement leur place.

Le groupe cherche par ailleurs à s'imposer comme une alternative familiale à YouTube, en attirant des créateurs dédiés aux jeunes audiences. C'est aussi un segment dans lequel l'IA générative pourrait permettre de produire du contenu à grande échelle. Reste à voir les réactions qui seront suscitées par une telle initiative. Car Netflix devra composer avec des professionnels du secteur pour qui l'IA s'impose comme une ligne rouge, et une menace directe pour leurs métiers.

Brèves

Anthropic négocie le rachat de Stainless

Le fournisseur IA serait, selon The Information, en pourparlers pour racheter Stainless, spécialisé dans les outils de développement et en particulier des SDK pour les API. Le montant de l'opération est estimé à au moins 300 millions de dollars. La société a été fondée en 2022 par Alex Rattray, ancien développeur chez Stripe. La plateforme est capable de prendre une spécification d'API et de générer des SDK dans divers langages de programmation, notamment Python, TypeScript, Kotlin, Go et Java. Elle est utilisée par Google, OpenAI,

Langchain, ... Avec cette acquisition, Anthropic disposerait d'un canal pour avoir accès aux modèles de ses concurrents. De quoi créer des tensions au moment où une étude montre que la firme dirigée par Dario Amodei a dépassé OpenAI en nombre de clients entreprises.

LinkedIn supprimerait 5% de ses effectifs

Selon Reuters citant des sources proches du dossier, le réseau social professionnel prévoit de couper environ 5 % de ses effectifs dans le cadre d'une réorganisation de ses équipes et d'un recentrage sur les activités en croissance.

La filiale de Microsoft comptait selon son site web 17 500 employés. Le plan social pourrait donc concerner environ 900 personnes. L'agence de presse n'a pas pu déterminer quelles sont les équipes et les métiers affectés par cette restructuration.

Foxconn confirme une cyberattaque

Le fabricant taïwanais a été victime d'une attaque informatique ayant affecté ses activités en Amérique du Nord. Le cybergang par ransomware Nitrogen - qui pourrait être localisé en Europe de l'Est sans confirmation à ce stade - l'a

revendiquée et prétend avoir volé 8 To de données comprenant plus de 11 millions de fichiers. « L'équipe de cybersécurité a immédiatement activé le mécanisme d'intervention et mis en œuvre plusieurs mesures opérationnelles afin d'assurer la continuité de la production et des livraisons. Les usines touchées reprennent actuellement une production normale », a expliqué un porte-parole de Foxconn à The Register. Parmi les documents potentiellement entre les mains des attaquants : de la documentation technique, des messages confidentiels, des schémas techniques... relatifs à des projets chez Apple, Dell, Intel, Google, Nvidia...

LE CÉLÈBRE PRÉPARATEUR QU'IL A RACHETÉ EN 2022

BMW montre enfin ses projets pour Alpina

Quels pouvaient être les projets de la marque BMW au sujet du préparateur Alpina dont elle est devenue propriétaire en 2022 ?

Une chose est sûre, Alpina se devait de changer de registre et ne plus se contenter de "bolider" les BMW de série.

Pas question de faire doublon avec le département Motorsport ! Avec le concept Vision Alpina dévoilé aujourd'hui lors du Concours d'Elegance de la Villa d'Este en Italie, la mission assignée à Alpina est désormais claire. En résumé Alpina devient le "Maybach" de la marque de Munich.



En 2022, BMW rachète le préparateur Alpina après 50 ans de collaboration entre les deux entreprises. Une démarche qui peut sembler proche de celle opérée entre Mercedes-Benz et AMG dans les années 1990. Sauf que la marque à l'hélice dispose déjà et depuis fort longtemps – plus de 50 ans maintenant – d'un département interne spécialisé dans les véhicules hautes performances : BMW Motorsport lequel est à l'origine entre autres des M3, M4 et M5. Dès lors, à quoi peut bien servir l'acquisition d'Alpina ? Depuis le rachat, l'unique réalisation d'Alpina est une variante du grand SUV BMW X7. Mais les choses vont changer.

Quelle est la mission d'Alpina dans le groupe BMW ?

Voici aujourd'hui l'étude Vision Alpina qui répond enfin à la question, par le biais d'un concept-car présenté lors du concours d'Elegance de la Villa d'Este sur les bords du lac de Como en Italie. Il s'agira tout simplement de proposer des véhicules exclusifs qui viendront se positionner entre les réalisations BMW et les véhicules de la marque Rolls-Royce appartenant à BMW depuis 1998. Une stratégie somme toute logique, où la clientèle visée n'est autre que celle de Bentley (propriété du groupe concurrent Volkswagen) voire même désormais de Jaguar qui vient de changer de positionnement. Long de 5,20 m, le concept BMW Vision Alpina revêt ainsi les lignes d'un grand coupé

encore plus imposant que la Série 8 de type G14 commercialisée de 2018 à 2025.

Un style bien différent des BMW classiques pour le concept Alpina Vision

Sur le plan stylistique, le véhicule rompt avec les codes des dernières productions de la marque à l'hélice en adoptant des très fins projecteurs. A contrario les naseaux de calandre prennent de la hauteur tout en proposant une forme biseautée qui affine un peu les lignes. Bref tout le contraire des calandres "réduites" des dernières réalisations Neue Klasse de BMW comme la berline électrique i3 ou le SUV iX3. Faut-il voir dans ce visage expressif la volonté d'affirmer très fortement l'identité Alpina, à la manière des réalisations Maybach chez Mercedes ? C'est possible. D'autant qu'au niveau de la poupe, la signature lumineuse très fine et soignée fait là encore sécession avec les réalisations BMW. La superposition en strates apporte une touche d'originalité.

Un second écran à bord pour le passager du concept BMW Alpina

En revanche dans l'habitacle, il est logique que le concept BMW Vision Alpina reprenne à son compte la dernière interface digitale Panoramic Vision inaugurée par le BMW iX3. On retrouve donc un arsenal de pixels déployé au bas du parebrise sur toute la largeur de la planche de bord ainsi que sur l'écran tactile en forme de parallé-

gramme au centre de l'habitacle. A noter qu'une seconde dalle vient s'accoler. Cette dernière est réservée à l'usage du passager. Un équipement qui viendra dans la gamme sur les modèles BMW les plus huppés, le futur BMW iX5 devrait en bénéficier.

Finalement et sans surprise BMW s'aligne sur la concurrence, Audi et BMW proposant d'ores et déjà cet écran supplémentaire dans leurs gammes. Agencé autour de quatre fauteuils indépendants dont la sellerie bicolore maximise le contraste, l'habitacle du concept BMW Vision Alpina joue la carte du luxe avec dans l'accoudoir central des verres en cristal tombant parfaitement sous la main. Un raffinement dont profitent également les propriétaires de Rolls-Royce.

Mais le premier modèle de la nouvelle marque BMW Alpina, qui sera lancé l'an prochain, ne prendra sans doute pas la forme d'un tel grand coupé. Le communiqué qui accompagne la présentation de cette étude de style annonce un véhicule "inspiré par la Série 7", tout en restant "de manière incontestable BMW Alpina". Voilà qui semble davantage préparer l'arrivée d'une limousine, même si une surprise demeure possible.

Quel moteur sous le capot du concept BMW Vision Alpina ?

En cette période du tout électrique, le concept BMW Vision Alpina dénote par sa quadruple sortie d'échappement. Un quatuor de tubulures ovoïde qui ne

laissent nullement planer le doute. Contrairement à celui d'une Jaguar Type 01, le long capot sert bien ici à héberger un moteur thermique. La marque précise même déjà qu'il s'agit d'un V8. En revanche, elle ne dit pas si ce huit-cylindres sera lourdement hybridé comme sur les BMW XM et la dernière mouture de la M5.

La communication officielle n'indique pas non plus si la puissance sera différente de celle des productions de la maison-mère, histoire de faire honneur au passé de préparateur de l'enseigne. En revanche, elle précise que la sonorité émise par les sorties d'échappement sera "riche et profonde à basse vitesse, sonore dans les haut régimes". De quoi allécher les adeptes de mélodies mécaniques... qui devront toutefois vraisemblablement profiter d'un solide compte en banque s'ils veulent se porter acquéreur de la future BMW Alpina de série.



Mots fléchés

Séditieuse	Informés	Première page	Corde	Restauration rapide (bar)	Agacer	Coin du feu
Aide financière	S'abreuver	Un classement aux échecs	Tantale			Tellure
					Nouveau congé	
					Préfecture du Calvados	
Écrivain français (Nicolas)				Alliage de fer et de carbone		
Navire de guerre			Grivois			Calife sunnite
			Voiles que portaient les romains			
Archives télévisuelles				Coiffure militaire		Apprentissage
Mer en Méditerranée	Passereau					
Mer en Méditerranée	Fessiers					
				Chef éthiopien	Entrées vietnamiennes	
					Vieille colère	
Urinal	Robes indiennes	Augmenté la largeur				Danseuse à l'opéra
		Un mont à Jérusalem				Un droit français
				Purifia		Titre de propriété
Inutiles						
Ils ressemblent au loir				Evêché		Qui sont de lui
						Agence spatiale
				Règle générale	Se rendre auprès d'une personne	
					Voisine de l'atlas	Orateur grec
Événement particulier	Sans ressources					
	Résultat d'un tenon et d'une mortaise					Décomposition des acides aminés
		Horde	Fruit à coque			Frère de Jacob
			Note de musique			Romy Schneider joua le rôle
Ermite	Lettre grecque			Elle éleva Horus		
				Délicat		Révèle
						Elles jonglent
						Qui concerne les champs
				Prénom masculin		
Sensible			Vaniteux			
	Perturbations atmosphériques		Germandrée			Placé
				Certain		Vedette
						Les hommes les aiment
Courtes						
Double coup de baguette					Condition	Rongeur
					Conte court	A proximité
		Concurrent				
						Tas
Fait			Marcherai			Il secrète l'urine
Dorénavant il en existe quatre			Bradype			En version originale
		Durée d'une révolution		Assiégé		
Axe d'une roue					3 points 3 tirets 3 points en morse	Erbium

6 morts et 421 blessés durant les dernières 48 heures

Six (6) personnes sont décédées et 421 autres ont été blessées dans 350 accidents de la route survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré à Ain Defla avec 4 personnes décédées et 2 autres blessées, ainsi qu'à Béchar avec 2 décès et une personne blessée, précise la même source.



LOGEMENTS AADL 3

Prolongation de 30 jours du délai de paiement de la deuxième partie de la première tranche

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a annoncé, samedi dans un communiqué, la prorogation du délai de paiement de la deuxième partie de la première tranche, au profit des souscripteurs du programme de location-vente "AADL 3", pour une durée supplémentaire de 30 jours.

"L'AADL informe les souscripteurs du programme AADL 3, concernés par le paiement de la deuxième partie de la première tranche (50 %) ainsi que de la tranche complémentaire pour les souscripteurs ayant changé de type de logement, qu'il a été décidé de prolonger le délai de paiement de 30 jours supplémentaires", a précisé la même source.

L'AADL a rappelé avoir mis à la disposition des souscripteurs le numéro vert 3040 pour répondre à leurs questions et préoccupations.

CNR -SAA

Signature d'une convention concernant des offres d'assurance préférentielles

La Caisse nationale des retraites (CNR) a signé une convention-cadre avec la Société nationale d'assurance (SAA), afin de permettre aux retraités de bénéficier d'offres d'assurance préférentielles avec des conditions avantageuses, a indiqué jeudi un communiqué de la CNR.

Dans le cadre de la prise en charge des retraités et des ayants-droit et de l'amélioration de leur niveau de vie, "la CNR a signé une convention-cadre avec la SAA, afin de permettre aux retraités de bénéficier d'offres d'assurance préférentielles avec des conditions avantageuses", précise la même source.

Cette convention s'inscrit dans le cadre des "efforts de la Caisse visant à élargir les domaines de coopération avec les différents partenaires économiques et sociaux, en vue d'offrir aux retraités des avantages supplémentaires", ajoute le communiqué.

En vertu de cette convention, les retraités et les ayants-droit bénéficient de réductions de 50% sur l'assurance automobile et l'assurance multirisque habitation, précise la CNR.

DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE ÉOLIENNE EN ALGÉRIE

Des objectifs ambitieux pour 2030-2035

Par S. R.

L'Algérie accélère sa transition énergétique et mise désormais sur l'éolien comme l'un des piliers de sa stratégie de diversification du mix électrique. Malgré une capacité installée encore modeste, limitée actuellement à 10 mégawatts, le pays affiche des ambitions élevées à l'horizon 2030-2035, avec des objectifs de plusieurs milliers de mégawatts et une volonté affirmée de bâtir une véritable industrie nationale des énergies renouvelables.

Portée par l'abondance des ressources naturelles, notamment dans les régions sahariennes, cette orientation s'inscrit dans le cadre du programme national des énergies renouvelables qui prévoit une capacité globale de 15.000 MW d'ici 2035, dont plus de 5.000 MW issus de l'énergie éolienne. Cette dynamique traduit une évolution progressive de la politique énergétique nationale. Selon des données publiées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », l'intérêt de l'Algérie pour l'énergie éolienne remonte aux années 1950, avec l'installation, en 1957, d'un premier générateur d'une capacité de 100 kilowatts à Alger. Toutefois, le manque de technologies adaptées et de financements a freiné pendant plusieurs décennies le développement de cette filière. Le véritable tournant est intervenu en 2014 avec la mise en service de la première centrale éolienne commerciale du pays dans la région de Kabertène, dans la wilaya d'Adrar. Considéré comme la première expérience industrielle du genre en Algérie, ce projet développe une capacité de 10 MW grâce à 12 turbines réparties sur une superficie de 30 hectares. La centrale a enregistré, dès sa première année d'exploitation, une production de 19 gigawattheures avec un facteur de capacité de 22 %. Bien que le projet ait rencontré certaines contraintes techniques, notamment l'arrêt des turbines lorsque les températures dépassent 46 degrés Celsius, entraînant des pertes de production estimées à près de 10 %, il demeure une référence importante pour les futurs développements du secteur. Aujourd'hui, les ambitions sont nettement plus importantes. Les autorités travaillent, en collaboration avec la Banque mondiale, sur l'étude d'un vaste projet éolien de 1.000 MW réparti sur dix sites à fort potentiel dans le Sud algérien, notamment à Tindouf, In Salah et Adrar.



Ce projet constitue une étape clé dans la feuille de route énergétique nationale. L'objectif affiché consiste à porter les capacités de production éolienne à 5.010 MW à l'horizon 2030, avant d'atteindre 15.000 MW de capacités renouvelables cumulées en 2035. Le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie, chargé des Énergies renouvelables, Nouredine Yassaâ, pilote cette stratégie destinée à renforcer la place de l'Algérie sur la carte régionale des énergies propres tout en réduisant la dépendance aux hydrocarbures. Parallèlement aux grands projets industriels, les autorités encouragent le développement de petites fermes éoliennes destinées à l'alimentation des zones isolées. Depuis plusieurs années, des dizaines de turbines sont utilisées dans certaines régions des Hauts-Plateaux et du Sud pour le pompage de l'eau et l'approvisionnement des activités agricoles. L'installation de 77 turbines dans les Hauts-Plateaux illustre cette orientation vers des solutions énergétiques adaptées aux besoins des territoires ruraux et des exploitations agricoles éloignées des grands réseaux électriques. Ces systèmes pourraient, à terme, être intégrés dans des modèles hybrides combinant énergie solaire et énergie éolienne. Les études réalisées sur le potentiel éolien algérien révèlent des perspectives particulièrement favorables. Dans plusieurs régions saha-

riennes, la disponibilité des vents peut atteindre 2.900 heures par an, permettant une production électrique à des coûts compétitifs estimés entre 5 et 6,5 dinars algériens par kilowattheure.

Ces performances renforcent l'attractivité économique de l'éolien, notamment dans les régions du Sud où les ressources naturelles demeurent abondantes et relativement stables. Toutefois, le développement de cette filière reste confronté à plusieurs défis structurels. Le principal obstacle concerne les infrastructures de transport électrique, encore insuffisantes pour acheminer l'énergie produite depuis les zones sahariennes vers les grands centres de consommation du Nord. À cela s'ajoutent les problématiques liées au stockage de l'électricité, à l'intermittence des vents et aux coûts d'investissement élevés. Dans le même temps, l'Algérie mise sur le renforcement de l'intégration industrielle locale. Les autorités ambitionnent d'atteindre un taux d'intégration de 50 % à court terme et jusqu'à 80 % avant la fin de la décennie. Cette stratégie prévoit la création d'unités industrielles spécialisées dans la fabrication des composants des turbines éoliennes, ainsi que la formation de compétences nationales dans les domaines de l'ingénierie, de la conception et des technologies propres.

PÊCHE

41 navires pour la campagne de pêche au thon rouge 2026 dès mardi prochain

La campagne de pêche au thon rouge pour l'année en cours débutera mardi prochain, a indiqué le directeur du Développement de la pêche à la Direction générale de la pêche et de l'aquaculture, relevant du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Amar Oucheli, précisant qu'une flotte de 41 navires, dont sept construits localement, a été mobilisée pour cette opération.

Il a expliqué, dans une déclaration à l'APS, que la campagne de pêche au thon rouge pour cette année et qui se poursuivra jusqu'au mois de juillet prochain, permettra à l'Algérie de bénéficier d'un quota de 2.465,28 tonnes, soit une augmentation de plus de 400 tonnes par rapport à l'an-

née 2025. Le responsable a souligné que l'année en cours se distingue par l'attribution d'une partie du quota national de thon rouge au profit des petites embarcations côtières de type "petit métier", afin de commercialiser leurs captures sur le marché local. Cette mesure s'inscrit dans le cadre du soutien à cette catégorie de pêcheurs, du renforcement de leur activité et de l'amélioration de l'approvisionnement du marché national en produits halieutiques. M. Oucheli a ajouté que ces mesures interviennent après l'approbation du plan de pêche au thon de l'Algérie par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT) et la modification de l'arrêté ministériel fixant les conditions et modalités

de pêche au thon rouge pour les navires battant pavillon national. Evoquant le bilan de la campagne de 2025, le responsable a indiqué que la flotte nationale ayant participé à la campagne a réussi à capturer 2.043,27 tonnes de thon rouge vivant à travers seize (16) opérations de pêche réussies, durant la période allant du 2 au 30 juin 2025.

Il a précisé que l'exportation de cette production a généré des recettes de 11,8 millions de dollars, ajoutant que le montant total des redevances perçues a dépassé 105 millions Da, ce qui illustre l'importance croissante de la filière du thon rouge d'une saison à l'autre.

Concernant les mesures organisationnelles récemment décidées, notamment

celles relatives à l'équipement des navires de pêche du système de surveillance par satellite VMS, M. Oucheli a indiqué qu'un travail est en cours avec la société Algérie Télécommunications Satellitaires (ATS) afin de localiser au niveau national la station de réception et de traitement des données émises par ce système. L'opération devrait être achevée avant la fin de l'année 2026.

Selon le ministère, il est prévu au cours de cette année, de lancer l'opération d'équipement de 1.700 navires de pêche avec le système de surveillance par satellite, ce qui permettra un suivi précis des activités de pêche, la lutte contre la pêche illégale et une meilleure organisation du secteur.

R. E.